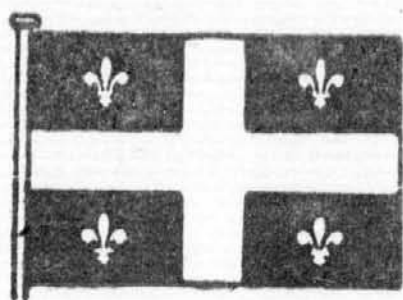




Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 2 janvier 1960

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, January 2nd, 1960

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-0

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1 per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-0

Lettres patentes

(P.G. 16158-59)

A. C. Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1959, constituant en corporation: Réal Héty, notaire, Murielle Labelle, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, et Mme Jeannine Métayer, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens d'Alain Belzile, de Repentigny, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "A. C. Construction Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 345, rue Laflamme, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

52609-0

Letters Patent

(A.G. 16158-59)

A. C. Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1959, incorporating: Réal Héty, notary, Murielle Labelle, secretary, spinster, both of Montreal, and Mrs. Jeannine Métayer, secretary, wife contractually separate as to property of Alain Belzile, de Repentigny, for the following purposes:

To operate a business as builders under the name of "A. C. Construction Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 400 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 345 Laflamme Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

52609

(P.G. 16107-59)

Aéro-Club de Drummondville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Moreau, assistant-gérant, Marcel Bourbeau, technicien, et Eugène Weemaes, ingénieur d'usine, tous de Drummondville, pour les objets suivants:

Posséder ou louer et entretenir un, ou plus d'un avion pour le plaisir, la récréation et l'utilité des membres de la corporation ou de leurs familles ou autres individus que le bureau de direction pourra désigner dans des règlements qui pourront être adoptés, sous le nom de "Aéro-Club de Drummondville Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(A.G. 16107-59)

Aéro-Club de Drummondville Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Moreau, assistant-manager, Marcel Bourbeau, technician, and Eugène Weemaes, factory engineer, all of Drummondville, for the following purposes:

To own or rent and maintain one or more planes for the pleasure, recreation and use of members of the corporation or their families or other individuals which the Board of Directors may designate in the by-laws which may be adopted under the name of "Aéro-Club de Drummondville Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15184-59)

Allard et Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1959, constituant en corporation: Gabriel Lapointe, avocat, Pauline Daigneault, sténographe, fille majeure usant de ses droits, tous deux de Montréal, et J.-Alphonse Couture, secrétaire-trésorier, de Ste-Dorothée, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de gestion (holding company), sous le nom de "Allard et Frères Inc.", avec un capital total de \$130,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 1,260 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(A.G. 15184-59)

Allard et Frères Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1959 incorporating: Gabriel Lapointe, advocate, Pauline Daignault, stenographer, spinster in use of her rights, both of Montreal, and J.-Alphonse Couture, secretary-treasurer, of Ste-Dorothée, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding company under the name of "Allard et Frères Inc.", with a total capital stock of \$130,000, divided into 400 common shares of a par value of \$10 each and into 1,260 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16179-59)

Ameublement Watson Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1959, constituant en corporation: Walter Watson, marchand, de Montréal, Baruch Pollack, avocat, et Milton Friefeld, comptable agréé, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés d'ameublement de toutes descriptions, appareils électriques de tous genres, articles de sport, poêles et moteurs hors bord, sous le nom de "Ameublement Watson Ltée", avec un capital total de \$30,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

(A.G. 16179-59)

Ameublement Watson Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1959, incorporating: Walter Watson, merchant, of Montreal, Baruch Pollack, advocate, and Milton Friefeld, chartered accountant, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties of every description, electrical appliances of any nature, sport equipment, stoves, and outboard motors, under the name of "Ameublement Watson Ltée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 2,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 16318-59)

Andavles Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept novembre 1959, constituant en corporation: Milton L. Klein, avocat, Arthur D. Ruby, comptable agréé, et Lorna Richmond, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, argenterie, bijouterie, instruments de musique, disques, appareils et marchandises électriques, jouets, cameras, fournitures photographiques, livres et papeterie, vêtements, moteurs hors bord, et machinerie, sous le nom de "Andavles Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 16011-59)

Ben Excavation Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1959, constituant en corporation: Rodolphe Gagnon, cultivateur, Benoît Gaudreault, journalier, Rita Savard Gaudreault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Benoît Gaudreault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Yvonne Boucher Gagnon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Rodolphe Gagnon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous du village de St-Ambroise, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Ben Excavation Ltée", avec un capital total de \$80,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en le village de Saint-Ambroise, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16240-59)

Brome Land & Housing Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1959, constituant en corporation: Charles Brownstein, Irving L. Adessky,

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16318-59)

Andavles Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1959, incorporating: Milton L. Klein, advocate, Arthur D. Ruby, chartered accountant, and Lorna Richmond, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture, silverware, jewellery, musical instruments, records, electrical goods and appliances, toys, cameras, photographic supplies, books, and stationery, clothing, outboard motors and machinery, under the name of "Andavles Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16011-59)

Ben Excavation Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1959, incorporating: Rodolphe Gagnon, farmer, Benoît Gaudreault, laborer, Rita Savard Gaudreault, housewife, wife contractually separate as to property of the said Benoît Gaudreault, and duly authorized by him for these presents, and Yvonne Boucher Gagnon, housewife, wife contractually separated as to property of the said Rodolphe Gagnon, and duly authorized by him for these presents, all of the village of St-Ambroise, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors under the name of "Ben Excavation Ltée", with a total capital stock of \$80,000, divided into 400 common shares of \$100 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the village of Saint-Ambroise, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16240-59)

Brome Land & Housing Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1959, incorporating: Charles Brownstein, Irving L. Adessky and Moses Mos-

et Moses Moscovitch, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements et de construction, sous le nom de "Brome Land & Housing Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 16141-59)

Burak Enterprises Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Moses Burak, marchand, Philip Shrague Garonce et Hyman Laddie Schnaiberg, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de construction, immeubles et placements, sous le nom de "Burak Enterprises Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,200 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 16095-59)

Chambly Gas Bar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Maurice Duchesne, peintre, Adrien Gagné, commerçant, et Yvette Gagné, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Adrien Gagné, tous de Chambly, pour les objets suivants:

Commerce de garagiste, sous le nom de "Chambly Gas Bar Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 426, rue Bourgogne, Chambly, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16202-59)

Chemcell Properties Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1959, constituant en corporation: Henry Weir Davis, avocat et conseil en loi de la Reine, Frank Wright, gérant de bureau, et Raymond Eric Parsons, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

covitch, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment and construction company, under the name of "Brome Land & Housing Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16141-59)

Burak Enterprises Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Moses Burak, merchant, Philip Shrague Garonce and Hyman Laddie Schnaiberg, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a construction, real estate and investment company, under the name of "Burak Enterprises Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of \$10 each and 3,200 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16095-59)

Chambly Gas Bar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Maurice Duchesne, painter, Adrien Gagné, tradesman, and Yvette Gagné, housewife, wife contractually separate as to property of the said Adrien Gagné, all of Chambly, for the following purposes:

To carry on a business as garage-keeper, under the name of "Chambly Gas Bar Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 426 Bourgogne Street, Chambly, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16202-59)

Chemcell Properties Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1959, incorporating: Henry Weir Davis, advocate and Queen's Counsel, Frank Wright, office manager, and Raymond Eric Parsons, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Chemcell Properties Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 13026-59)

Collège Notre-Dame des Servites

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Révérend Père Marcel Degarie, O.S.M., supérieur, Révérend Père Roland-Anselme Desjardins, O.S.M., préfet des études, et Révérend Père Gilles-Alphonse Beaulac, O.S.M., procureur, tous d'Ayer's Cliff, pour les objets suivants:

Donner tous les cours de l'enseignement secondaire ou classique, sous le nom de "Collège Notre-Dame des Servites".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Ayer's Cliff, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16057-59)

Collège Regina Assumpta

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Jeanne Brûlé (Révérende Mère Sainte-Marie-Consolatrice), supérieure générale de la Congrégation de Notre-Dame, Bertille Arcand (Révérende Mère Sainte-Bertille), dépositaire générale de la Congrégation de Notre-Dame, et Louisa Brassard (Révérende Mère Sainte-Madeleine du Sacré-Coeur), maîtresse générale des études de la Congrégation de Notre-Dame, toutes de Montréal, pour les objets suivants:

Pourvoir à l'éducation, à la formation et à l'instruction de la jeunesse féminine, sous le nom de "Collège Regina Assumpta".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera 1750, rue Sauriol, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 15919-59)

Corona Realty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

To deal in real estate, under the name of "Chemcell Properties Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13026-59)

Collège Notre-Dame des Servites

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Reverend Father Marcel Degarie, O.S.M., Superior, Reverend Father Roland-Anselme Desjardins, O.S.M., Prefect of Studies, and Reverend Father Gilles-Alphonse Beaulac, O.S.M. Bursar, all of Ayer's Cliff, for the following purposes:

To give all the courses of study in secondary or high school teaching under the name of "Collège Notre-Dame des Servites".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Ayer's Cliff, judicial district of St-François.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16057-59)

Collège Regina Assumpta

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Jeanne Brûlé (Reverend Mother Sainte-Marie-Consolatrice), Superior General of the Congregation of Notre-Dame, Bertille Arcand, (Reverend Mother Sainte-Bertille), Bursar General of the Congregation of Notre-Dame, and Louisa Brassard, (Reverend Mother Sainte-Madeleine du Sacré-Coeur), General Mistress of Studies of the Congregation of Notre-Dame, all of Montreal, for the following purposes:

To provide for the education, formation and instruction of feminine youth under the name of "Collège Regina Assumpta".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 1750 Sauriol Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15919-59)

Corona Realty Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1959, constituant en corporation: Lionel Bagan, étudiant, de Mont-Royal, Jack Lightstone et Marvin Riback, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Corona Realty Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 16126-59)

Dandy Maid Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation: Joseph Mendelson, Lawrence Capelovitch, avocats, Bella Segal, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, et Mary M. McCann, secrétaire, fille majeure, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vertimentaires, sous le nom de "Dandy Maid Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Julie-de-Verchères, comté de Verchères, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 16148-59)

Daphne Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Neil Phillips, avocat, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Daphne Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 16147-59)

Davara Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Neil Phillips, avocat, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Davara Corp.", avec un capital total de

Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1959, incorporating: Lionel Bagan, student, of Mount Royal, Jack Lightstone and Marvin Riback, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Corona Realty Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16126-59)

Dandy Maid Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1959, incorporating: Joseph Mendelson, Lawrence Capelovitch, advocates, Bella Segal, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Montreal, and Mary M. McCann, secretary, spinster of the full age of majority, of St-Laurent, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Dandy Maid Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Julie-de-Verchères, Verchères county, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16148-59)

Daphne Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Neil Phillips, advocate, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Daphne Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16147-59)

Davara Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Neil Phillips, advocate, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, both secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Davara Corp.", with a total capital stock of

\$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 16190-59)

Delman Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1959, constituant en corporation: Gabriel Glazer, étudiant en droit, Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, avocat, de Rosemère, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Delman Investment Corp.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,900 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3110 avenue Linton, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 14808-59)

Desnoyers Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1959, constituant en corporation: Gérard Charron, avocat, Rachel Hotte, secrétaire, fille majeure, et Roger Tambeau, huissier, tous de Buckingham, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Desnoyers Construction Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16151-59)

Dolon Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Neil Phillips, avocat, Yvonne Bélanger, et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Dolon Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

\$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16190-59)

Delman Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1959, incorporating: Gabriel Glazer, law student, Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, and Bernard Gardner, advocate, of Rosemère, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Delman Investment Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,900 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 3110 Linton Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14808-59)

Desnoyers Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1959, incorporating: Gérard Charron, advocate, Rachel Hotte, secretary, spinster, and Roger Tambeau, bailiff, all of Buckingham, for the following purposes:

To carry on a business as builders, under the name of "Desnoyers Construction Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Gatineau, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16151-59)

Dolon Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Neil Phillips, advocate, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Dolon Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16119-59)

Durelit Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1959, constituant en corporation: Viliam Frankel, Moric Treitel, Leslie L. Sas, hommes d'affaires, Moses Salzberg, ingénieur et Erich Treitel, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Durelit Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2505 Chemin Bates, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(A.G. 16119-59)

Durelit Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1959, incorporating: Viliam Frankel, Moric Treitel, Leslie K. Sas, businessmen, Moses Salzberg, engineer, and Erich Treitel, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in building materials, under the name of "Durelit Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2505 Bates Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16149-59)

Duvernay Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Neil Phillips, avocat, Yvonne Bélanger, et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Duvernay Realty Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(A.G. 16149-59)

Duvernay Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Neil Phillips, advocate, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Duvernay Realty Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16096-59)

**Duvernoil Incorporé
Duvernoil Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1959, constituant en corporation: Georges Cauchon, entrepreneur général, Charles-Édouard Therrien, directeur de service, Claude-Ulysse Lefebvre, chimiste, et Joseph-Armand Trudelle, avocat, tous de Duvernay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce des huiles, graisses, pétroles et de tous leurs produits, ainsi que du gaz naturel, sous le nom de "Duvernoil Incorporé — Duvernoil Incorporated", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(A.G. 16096-59)

**Duvernoil Incorporé
Duvernoil Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1959, incorporating: Georges Cauchon, general contractor, Charles-Édouard Therrien, service director, Claude-Ulysse Lefebvre, chemist, and Joseph-Armand Trudelle, advocate, all of Duvernay, for the following purposes:

To carry on a business dealing in oils, greases, petroles and in all their products, as well as natural gas, under the name of "Duvernoil Incorporé — Duvernoil Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Duvernay, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16132-59)

Encans d'Animaux de Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation: Paul Poirier, Jules Léger, notaires, Jude Gratton, Jean-B. Fortier, comptables, et Laurent Décarie, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'animaux, sous le nom de "Encans d'Animaux de Québec Inc.", avec un capital total de \$90,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Romuald, comté de Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(A.G. 16132-59)

Encans d'Animaux de Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1959, incorporating: Paul Poirier, Jules Léger, notaries, Jude Gratton, Jean-B. Fortier, accountants, and Laurent Décarie, student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in animals, under the name of "Encans d'Animaux de Québec Inc.", with a total capital stock of \$90,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Romuald, county of Lévis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16098-59)

Foundation Testing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: J.-Alfred Éthier, avocat, de Repentigny, Pierre-Paul Chapdelaine, comptable, de Montréal, Maurice-D. Roy, de Pont-Viau, et Jean Guimont, de St-Martin, tous deux commis, pour les objets suivants:

Faire des travaux de sondage, d'étude et d'examen des sols, sous le nom de "Foundation Testing Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(A.G. 16098-59)

Foundation Testing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: J.-Alfred Éthier, advocate, of Repentigny, Pierre-Paul Chapdelaine, accountant, of Montreal, Maurice-D. Roy, of Pont-Viau, and Jean Guimont, of St-Martin, both clerks, for the following purposes:

To carry on sounding work, to study and examine soils under the name of "Foundation Testing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15706-59)

Foyer Anizan Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Père Michel Gauvreau, Fils de la Charité, de la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, Maurice da Sylva, éducateur, et Charles Gonthier, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Secourir les familles et personnes nécessiteuses, sous le nom de "Foyer Anizan Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera 4375, rue Henri-Julien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(A.G. 15706-59)

Foyer Anizan Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Father Michel Gauvreau, Son of Charity, of the parish of Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, Maurice da Sylva, educator, and Charles Gonthier, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To assist needy families and people under the name of "Foyer Anizan Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at 4375 Henri-Julien Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16166-59)

Geekaydee Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1959, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, Harry Yohalem Garber, avocats, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de certains immeubles spécifiques sous le nom de "Geekaydee Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(A.G. 16166-59)

Geekaydee Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1959, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, Harry Yohalem Garber, advocates, and Irene Rubin, secretary, fille majeure, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in certain specific real estate, under the name of "Geekaydee Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15446-59)

**Greenfield Park Residents Association Inc.
Association des Résidents de Greenfield Park Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Walter Turini, interviewer de personnel, Frank Hughes, George Cajewski, ingénieurs, John Graham, Auguste Flesch, surveillants, Donald Hill, analyste, Robert Munro, surintendant de construction, Leslie Franks, comptable, Pierre Drouin, fabricant d'outils, Malcom A. MacKenzie, John Allan Couper, vendeurs, Claude Tessier, notaire, et John H. Galloway, chef cuisinier, tous de Greenfield Park, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts économiques, récréatifs, culturels et autres des résidents de la ville de Greenfield Park, sous le nom de "Greenfield Park Residents Association Inc. — Association des Résidents de Greenfield Park Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(A.G. 15446-59)

**Greenfield Park Residents Association Inc.
Association des Résidents de Greenfield Park Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Walter Turini, personal interviewer, Frank Hughes, George Gajewski, engineers, John Graham, Auguste Flesch, supervisors, Donald Hill, Analyst, Robert Munro, Construction superintendent, Leslie Franks, accountant, Pierre Drouin, Tool maker, Malcom A. MacKenzie, John Allan Couper, salesmen, Claude Tessier, notary, and John H. Galloway, head chef, all of Greenfield Park, for the following purposes:

To promote the economic, recreational, cultural and other interests of the residents of the town of Greenfield Park, under the name of "Greenfield Park Residents Association Inc. — Association des Résidents de Greenfield Park Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Greenfield Park, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16247-59)

Hardy Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1959, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk, avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines électroniques, mécaniques, d'emballage, calofuges, de mélange et embouteillage, et les accessoires et pièces d'icelles, sous le nom de "Hardy Industries Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 500

(A.G. 16247-59)

Hardy Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1959, incorporating: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk, advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in electronic, mechanical, packaging, heat sealing, mixing and bottle filling machines and accessories and parts thereof, under the name of "Hardy Industries Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares

actions ordinaires de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2040 rue des Manufacturiers, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 16075-59)

Henri Roy & Frère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1959, constituant en corporation: Pierre-Georges Masson, de Québec, Adélar Lemay, de Lévis, tous deux comptables, et Marthe Bégin Masson, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre-Georges Masson, de Québec, pour les objets suivants:

Commerce d'épicerie et autres produits alimentaires, sous le nom de "Henri Roy & Frère Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Anselme (Station), district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16108-59)

Hochelaga Natural Gas Appliances Co. Ltd. La Compagnie d'Appareils à Gaz Naturel Hochelaga Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1959, constituant en corporation: Roland Robillard, de Rosemère, Richard Dorais et Matija Kosina, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils et accessoires domestiques fonctionnant au gaz naturel, sous le nom de "Hochelaga Natural Gas Appliances Co. Ltd.—La Compagnie d'Appareils à Gaz Naturel Hochelaga Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-c P. FRENETTE.

(P.G. 16094-59)

Hôpital Gauvin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1959, constituant en corporation: Laurent Gauvin, commerçant, Mme Régina Gauvin, veuve, rentière, et Mme Marie-Berthe Gauvin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Laurent Gauvin, tous de Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2040 Manufacturers Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16075-59)

Henri Roy & Frère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1959, incorporating: Pierre-Georges Masson, of Quebec, Adélar Lemay, of Lévis, both accountants, and Marthe Bégin Masson, housewife, wife separate as to property of the said Pierre-Georges Masson, of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in groceries and other food products under the name of "Henri Roy & Frères Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 shares of \$20 each.

The head office of the company will be at Saint-Anselme (Station), judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16108-59)

Hochelaga Natural Gas Appliances Co. Ltd. La Compagnie d'Appareils à Gaz Naturel Hochelaga Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1959, incorporating: Roland Robillard, of Rosemère, Richard Dorais and Matija Kosina, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To operate a business dealing in domestic apparatus and accessories operating by natural gas under the name of "Hochelaga Natural Gas Appliances Co. Ltd.—La Compagnie d'Appareils à Gaz Naturel Hochelaga Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16094-59)

Hôpital Gauvin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1959, incorporating: Laurent Gauvin, tradesman, Mrs. Régina Gauvin, widow, housewife, and Mrs. Marie-Berthe Gauvin, housewife, wife separate as to property of the said Laurent Gauvin, all of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

Établir, maintenir, organiser, développer et administrer un hôpital, sous le nom de "Hôpital Gauvin Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 13540, rue Notre-Dame, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 15929-59)

Huntingdon Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1959, constituant en corporation: Guy Laferté, John E. Todd, notaires, et Leonard Charles Bull, gérant de bureau, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bois, et toutes sortes de produits du bois et du métal, sous le nom de "Huntingdon Industries Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions d'une valeur au pair de \$40 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Huntingdon, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 16234-59)

Impala Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1959, constituant en corporation: Hervé Bélanger, avocat, Cécile Contant, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous deux de Montréal, et René Paiement, avocat, de Roxboro, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Impala Construction Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en le village de Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 15776-59)

**Institut de Recherches en Orthopédie
Orthopedic Research Institute**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze novembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Hébert, comptable, de St-Laurent, Guy Dulude, de Montréal, et William G. Morris, de Pointe-Claire, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Poursuivre des recherches médicales, sous le nom de "Institut de Recherches en Orthopédie — Orthopedic Research Institute".

To establish, maintain, organize, develop and administer a hospital under the name of "Hôpital Gauvin Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 13540 Notre-Dame Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15929-59)

Huntingdon Industries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1959, incorporating: Guy Laferté, John E. Todd, notaries, and Leonard Charles Bull, office manager, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in wood, and in wood and metal products of all kinds, under the name of "Huntingdon Industries Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 shares of a par value of \$40 each.

The head office of the company will be at Huntingdon, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16234-59)

Impala Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1959, incorporating: Hervé Bélanger, advocate, Cécile Content, secretary, spinster in use of her rights, both of Montreal, and René Paiement, advocate, of Roxboro, for the following purposes:

To carry on a business as builders under the name of "Impala Construction Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be the village of Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15776-59)

**Institut de Recherches en Orthopédie
Orthopedic Research Institute**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Hébert, accountant, of St-Laurent, Guy Dulude, of Montreal, and William G. Morris, of Pointe-Claire, both advocates, for the following purposes:

To carry on medical research under the name of "Institut de Recherches en Orthopédie — Orthopedic Research Institute".

Le siège social de la corporation sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 14891-59)

Institut Néron Inc.
Néron Institute Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1959, constituant en corporation: Jean-Louis St-Hilaire, instituteur, Donat St-Hilaire, employé civil, et Monique St-Hilaire, institutrice, fille majeure, tous de Québec, pour les objets suivants:

Enseignement élémentaire et secondaire et enseignement des langues et des sciences, par correspondance ou autrement, sous le nom de "Institut Néron Inc.—Néron Institute Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 800 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 15676-59)

International Acceptance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation: Clement Beauregard, gérant, de Lachine, Sydney Maislin, roulier, et Anne Goldenblatt, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de finances, sous le nom de "International Acceptance Corporation", avec un capital total de \$225,000, divisé en 20,000 actions, catégorie "A", d'une valeur au pair de \$5 chacune et 25,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$55,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 16069-59)

Isle St. Jean Holding Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1959, constituant en corporation: John J. Wasserman, de Westmount, Harold S. Freeman et Irving Halperin, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Isle St. Jean Holding Co.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the corporation will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14891-59)

Institut Néron Inc.
Néron Institute Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1959, incorporating: Jean-Louis St-Hilaire, teacher, Donat St-Hilaire, civil employee, and Monique St-Hilaire, teacher, spinster, all of Quebec, for the following purposes:

To give courses in elementary and secondary classes and to teach languages and sciences by correspondence or otherwise, under the name of "Institut Néron Inc.—Néron Institute Inc." with a total capital stock of \$20,000, divided into 800 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15676-59)

International Acceptance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1959, incorporating: Clement Beauregard, manager, of Lachine, Sydney Maislin, carrier, and Anne Goldenblatt, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general financial business, under the name of "International Acceptance Corporation", with a total capital stock of \$225,000, divided into 20,000 Class "A" shares of a par value of \$5 each and 25,000 common shares of a par value of \$5 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$55,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16069-59)

Isle St. Jean Holding Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1959, incorporating: John J. Wasserman, of Westmount, Harold S. Freeman and Irving Halperin, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Isle St. Jean Holding Co.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1959.

L'Assistant-procureur-général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 15984-59)

J. A. Gagnon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un novembre 1959, constituant en corporation: J.-Amédée Gagnon, marchand, Bernadette Trudeau, gérante, célibataire, tous deux de Verdun, et Cécile Gervais, comptable, célibataire, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises ordinairement vendues dans un magasin à rayons, sous le nom de "J. A. Gagnon Inc.", avec un capital total de \$250,000, divisé en 2,500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16199-59)

Jean-Paul Ruel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq novembre 1959, constituant en corporation: Jean-Paul Ruel, Jacques Ruel, machinistes, et Jean-Marc Brousseau, comptable, tous de Lauzon, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'outils pour le travail du bois, sous le nom de "Jean-Paul Ruel Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Romuald-d'Étchemin, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16173-59)

Jean Turcotte Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1959, constituant en corporation: Joseph-C. A. Turcotte, industriel, de Sorel, Jean Turcotte, agent, et Ginette Turcotte, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Turcotte, tous deux de Sorel-Sud, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Jean Turcotte Inc.", avec un capital divisé en 800 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$4,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15984-59)

J. A. Gagnon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1959, incorporating: J.-Amédée Gagnon, merchant, Bernadette Trudeau, spinster-manageress, both of Verdun, and Cécile Gervais, accountant, spinster of Westmount, for the following purposes:

To carry on a business dealing in merchandise generally sold in departmental stores under the name of "J. A. Gagnon Inc.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 2,500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16199-59)

Jean-Paul Ruel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1959, incorporating: Jean-Paul Ruel, Jacques Ruel, machinists, and Jean-Marc Brousseau, accountant, all of Lauzon, for the following purposes:

To carry on a business dealing in tools for woodwork, under the name of "Jean-Paul Ruel Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Romuald-d'Étchemin, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16173-59)

Jean Turcotte Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1959, incorporating: Joseph-C.-A. Turcotte, industrialist, of Sorel, Jean Turcotte, agent and Ginette Turcotte, housewife, wife separate as to property of the said Jean Turcotte, both of Sorel-South, for the following purposes:

To operate a business as an investment company under the name of "Jean Turcotte Inc.", with a capital stock divided into 800 shares without nominal or par value and the amount with which the company shall start its operations is \$4,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16143-59)

Joy Investment Realty Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq novembre 1959, constituant en corporation: Noël Smith, marchand, d'Outremont, Paul Laurin, entrepreneur, et Gabrielle Marien, secrétaire, célibataire majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de "Joy Investment Realty Limited", avec un capital divisé en 500 actions ordinaires sans valeur nominale et en 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(A.G. 16143-59)

Joy Investment Realty Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1959, incorporating: Noël Smith, merchant, of Outremont, Paul Laurin, contractor, and Gabrielle Marien, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as an investment and holding company under the name of "Joy Investment Realty Limited", with a capital stock divided into 500 common shares without nominal value and into 750 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16310-59)

J. P. Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1959, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Nahum Gelber, tous deux avocats, de Montréal, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, de St-Bruno, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matières plastiques et produits, sous le nom de "J. P. Enterprises Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(A.G. 16310-59)

J. P. Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1959, incorporating: Seymour Machlovitch, Nahum Gelber, both advocates, of Montreal, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, of St-Bruno, for the following purposes:

To deal in plastic substances and products, under the name of "J. P. Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16233-59)

J. René Laurin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1959, constituant en corporation: René Paiement, avocat, de Roxboro, Hervé Bélanger, avocat, et Cécile Contant, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce d'agent ou de distributeur de bières, liqueurs douces de toutes sortes et autres produits semblables, sous le nom de "J. René Laurin Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(A.G. 16233-59)

J. René Laurin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1959, incorporating: René Paiement, advocate, of Roxboro, Hervé Bélanger, advocate, and Cécile Contant, secretary, spinster in use of her rights, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its specialties the business of agent or distributor of beers, soft drinks of all kinds and other similar products, under the name of "J. René Laurin Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of a nominal value of \$10 each, and into 2,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16275-59)

J. R. Lumber Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1959, constituant en corporation: Roger Carrière, industriel, Jules Carrière, agent distributeur, tous deux d'Amos, et Robert-E. L'Abbé, comptable agréé, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du bois, sous le nom de "J. R. Lumber Co. Ltd.", avec un capital total de \$200,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune et 1,250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(A.G. 16275-59)

J. R. Lumber Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1959, incorporating: Roger Carrière, industrial, Jules Carrière, distributive agent, both of Amos, and Robert-E. L'Abbé, chartered accountant, of Montreal, for the following purposes:

To deal in lumber, under the name of "J. R. Lumber Co. Ltd.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 750 common shares of \$100 each and 1,250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16236-59)

King Street Shopping Centre Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1959, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack, Arthur Shulman, tous trois de Montréal, et Monroe Abbey, de Westmount, tous avocats, pour les objets suivants:

Agir comme bailleurs d'immeubles et administrateurs d'un centre d'achat, sous le nom de "King Street Shopping Centre Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1231 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(A.G. 16236-59)

King Street Shopping Centre Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1959, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack, Arthur Shulman, all three of Montreal, and Monroe Abbey, of Westmount, all advocates, for the following purposes:

To act as real estate lessors and operators of a shopping centre, under the name of "King Street Shopping Centre Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1231 Sainte-Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15997-59)

Laboratoire Vimy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1959, constituant en corporation: Jean-Louis Léger, de Saint-Martin, Gilles Roux, de Notre-Dame-de-Grâce, et Roger Pigeon, de Pointe-aux-Trembles, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en gros de spécialités médicales et de préparations pharmaceutiques et médicales de toutes sortes, sous le nom de "Laboratoire Vimy Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1944, rue Plessis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(A.G. 15997-59)

Laboratoire Vimy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1959, incorporating: Jean-Louis Léger, of Saint-Martin, Gilles Roux, of Notre-Dame-de-Grâce, and Roger Pigeon, of Pointe-aux-Trembles, all advocates, for the following purposes:

To carry on a wholesale business in medical specialties and in pharmaceutical preparations of all kinds, under the name of "Laboratoire Vimy Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1944 Plessis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15880-59)

**La Fédération des Oeuvres de Loisirs
du Diocèse de Québec**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Édouard Laurent, employé civil, de Charlesbourg, Rév. Frère Gérard Chiquette, f.s.v., directeur d'oeuvre de jeunesse, M. l'abbé Albert Châteauvert, prêtre, vicaire, Rév. Frère Gustave, e.c., professeur, M. l'abbé Jean-Claude Perreault, directeur ecclésiastique, vicaire, Rév. Père Raymond Bernier, prêtre, s.v., supérieur du Patro Roc-Amadour, tous cinq de Québec, Rémi Roy, agent d'assurance, de Beaurpré, et M. l'abbé Léonce Bouchard, prêtre, vicaire, de Lauzon, pour les objets suivants:

Aider les oeuvres de loisirs dans le diocèse de Québec, sous le nom de "La Fédération des Oeuvres de Loisirs du Diocèse de Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16145-59)

Lafleur & Laflamme Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf novembre 1959, constituant en corporation: Lucien Lafleur, entrepreneur, Ernest Blais, contremaître, et Jean Côté, agent d'assurance, tous de Thetford-Mines, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Lafleur & Laflamme Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford-Mines, comté de Mégantic, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 15968-59)

**La Ligue des Citoyens de St-Georges
de Champlain**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Philippe Gagné, ingénieur de locomotive, Edouard Dicaire, conducteur de chemins de fer, et Henri Larouche, maçon, tous de St-Georges-de-Champlain, pour les objets suivants:

Grouper en association, en vue de leurs intérêts, les contribuables de St-Georges-de-Champlain, sous le nom de "La Ligue des Citoyens de St-Georges de Champlain".

(A.G. 15880-59)

**La Fédération des Oeuvres de Loisirs
du Diocèse de Québec**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Édouard Laurent, civil employee, of Charlesbourg, Rev. Brother Gérard Chiquette, f.s.v., director of the youth movement, Rev. Father Albert Châteauvert, priest, curate, Rev. Brother Gustave, e.c., professor, Rev. Father Jean-Claude Perreault, ecclesiastical director, curate, Rev. Father Raymond Bernier, priest, s.v., superior of Patro Roc-Amadour, all five of Québec, Rémi Roy, insurance agent, of Beaurpré, and Rev. Father Léonce Bouchard, priest, curate, of Lauzon, for the following purposes:

To help in the recreational work of the diocese of Québec under the name of "La Fédération des Oeuvres de Loisirs du Diocèse de Québec."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16145-59)

Lafleur & Laflamme Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of November, 1959, incorporating: Lucien Lafleur, contractor, Ernest Blais, foreman, and Jean Côté, insurance agent, all of Thetford-Mines, for the following purposes:

To carry on a business as builders, under the name of "Lafleur & Laflamme Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Thetford-Mines, county of Mégantic, judicial district of Mégantic.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15968-59)

**La Ligue des Citoyens de St-Georges
de Champlain**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Louis-Philippe Gagné, locomotive engineer, Edouard Dicaire, railroad conductor, and Henri Larouche, mason, all of St-Georges-de-Champlain, for the following purposes:

To group into an association in view of their interests, the ratepayers of St-Georges-de-Champlain, under the name of "La Ligue des Citoyens de St-Georges de Champlain".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Georges-de-Champlain, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16111-59)

L'Association des Pêcheurs et Chasseurs de la Métis, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Louis Desrosiers, optométriste, Joseph Boulanger, éditeur de journal, tous deux de Mont-Joli, et Gérard Soucy, marchand, de Price, pour les objets suivants:

Grouper les sportifs du bassin de la rivière Métis et de ses affluents, en vue de la préservation et de la restauration de la faune terrestre et aquatique, ainsi que de la promotion du véritable esprit sportif, sous le nom de "L'Association des Pêcheurs et Chasseurs de la Métis, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16032-59)

L'Avancement Industriel au Saguenay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1959, constituant en corporation: Augustin Delisle, agronome, Jean-Philippe Tardif, pharmacien, et Dominique Harvey, assureur-vie, tous de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "L'Avancement Industriel au Saguenay Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 15987-59)

Les Entreprises Valiquette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt novembre 1959, constituant en corporation: Armand Valiquette, journalier, de St-Antoine-des-Laurentides, Réjean Valiquette, René Beaulieu, André Carrière, journaliers, Cons-

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Georges-de-Champlain, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16111-59)

L'Association des Pêcheurs et Chasseurs de la Métis, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Louis Desrosiers, optometrist, Joseph Boulanger, newspaper editor, both of Mont-Joli, and Gérard Soucy, merchant of Price, for the following purposes:

To group together the sportsmen of the basin of the Metis River and its affluents, with a view of the preservation and restoration of the land and water fauna as well as the promotion of a true sporting spirit under the name of "L'Association des Pêcheurs et Chasseurs de la Métis, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16032-59)

L'Avancement Industriel au Saguenay Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1959, incorporating: Augustin Delisle, agronomist, Jean-Philippe Tardif, pharmacist, and Dominique Harvey, life-insurance agent, all of Chicoutimi-North, for the following purposes:

To operate an investment company under the name of "L'Avancement Industriel au Saguenay Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi-North, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15987-59)

Les Entreprises Valiquette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of November, 1959, incorporating: Armand Valiquette, laborer, of St-Antoine-des-Laurentides, Réjean Valiquette, René Beaulieu, André Carrière, laborers, Constant Cadieux, accoun-

tant Cadieux, comptable, Roger Pilon, commis, et Mlle Jovette Valiquette, sténodactylographe, tous six de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Entreprises Valiquette Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 546, rue Labelle, Terrebonne, comté de Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16083-59)

Les Immeubles Beau-Lieu Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1959, constituant en corporation: Marcel Fortin, courtier, de Ste-Foy, Gilles Trépanier, ingénieur, et André Robitaille, architecte, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Les Immeubles Beau-Lieu Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16422-59)

Les Quotidiens de la Langue Française Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six novembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marie Bureau, avocat et conseil en loi de la Reine, Claude Ferron, statisticien, et Nicole Bureau, secrétaire, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Grouper en corporation, dans un but de coopération et en vue de leurs intérêts, les propriétaires, les éditeurs et les administrateurs de journaux quotidiens, sous le nom de "Les Quotidiens de la Langue Française Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$49,999.

Le siège social de la corporation sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16167-59)

Lita Garment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

tant, Roger Pilon, clerk, and Miss Jovette Valiquette, stenotypist, all six of St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate under the name of "Les Entreprises Valiquette Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of \$100 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 546 Labelle Street, Terrebonne, county of Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16083-59)

Les Immeubles Beau-Lieu Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1959, incorporating: Marcel Fortin, broker, of Ste-Foy, Gilles Trépanier, engineer, and André Robitaille, architect, both of Quebec, for the following purposes:

To carry on a real estate and construction business under the name of "Les Immeubles Beau-Lieu Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16422-59)

Les Quotidiens de la Langue Française Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Marie Bureau, advocate and Queen's Counsel, Claude Ferron, statistician, and Nicole Bureau, secretary, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To group into a corporation for cooperation purposes and in view of their interests, proprietors, editors and administrators of daily newspapers, under the name of "Les Quotidiens de la Langue Française Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$49,999.

The head office of the corporation will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16167-59)

Lita Garment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh

du onze novembre 1959, constituant en corporation: Sam Trokenberg, Maurice Eisenberg, tous deux de Montréal, et Harry Korn, de St-Laurent, tous fabricants, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de vêtements, sous le nom de "Lita Garment Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 366 rue Mayor, chambre 2; Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1959.

L'Assistant procureur-général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 16146-59)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Sylvestre

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf novembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Leblond, garagiste, Henri Dion, beurrier, Guy St-Hilaire, camionneur, Normand Croteau, aide-cuisinier, Wilfrid Jalbert, gérant de corporation, Norbert Landry, journalier, et M. l'abbé J. Philip Kelly, curé, tous de St-Sylvestre, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Sylvestre".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16067-59)

Louis Landsman Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1959, constituant en corporation: Julius Briskin, Arthur Yanofsky et Leonard Liverman, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Louis Landsman Inc.", avec un capital total de \$400,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 390,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 16033-59)

L. P. Beaulieu Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

day of November, 1959, incorporating: Sam Trokenberg, Maurice Eisenberg, both of Montreal, and Harry Korn, of St-Laurent, all manufacturers, for the following purposes:

To deal in all kinds of garments, under the name of "Lita Garment Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$5 each and 2,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 366 Mayor Street, Room 2, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16146-59)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Sylvestre

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of November, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Leblond, garage-keeper, Henri Dion, butter-maker, Guy St-Hilaire, trucker, Normand Croteau, cook's-aid, Wilfrid Jalbert, manager of the corporation, Norbert Landry, laborer, and Rev. Father J. Philip Kelly, pastor, all of St-Sylvestre, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Sylvestre".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Sylvestre, county of Lotbinière, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16067-59)

Louis Landsman Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1959, incorporating: Julius Briskin, Arthur Yanofsky and Leonard Liverman, all lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Louis Landsman Inc.", with a total capital stock of \$400,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 390,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16033-59)

L. P. Beaulieu Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1959, constituant en corporation: Rose Trudel Beaulieu, veuve, marchande publique, Madeleine Beaulieu Cliche, ménagère, épouse séparée de biens de Charles-E. Cliche, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Marcelle Beaulieu Martin, ménagère, épouse séparée de biens de Jean-Paul Martin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, toutes de Notre-Dame-du-Lac, pour les objets suivants:

Commerce d'épicerie, de boucherie, de grains et moulées, de marchandises sèches, de vêtements, de quincaillerie, de ferronnerie, de matériaux de construction, d'articles de sports, de produits et de sous-produits du pétrole, d'accessoires électriques, de meubles meublants, sous le nom de "L. P. Beaulieu Inc.", avec un capital total de \$200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$25 chacune et en 6,000 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Notre-Dame-du-Lac, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16117-59)

Lucien Daoust Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf novembre 1959, constituant en corporation: Yvette Daoust, ménagère, épouse séparée de biens de Laurier Richard, Laurier Richard, Lucien Daoust, entrepreneurs, tous trois de Montréal, et Marcel Latouche, en employé civil, de St-Zotique-Est, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction, et agir comme constructeurs, sous le nom de "Lucien Daoust Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7935, rue De Gaspé, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 15715-59)

Major Acceptance Corp. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept novembre 1959, constituant en corporation: Michael Garber, conseil en loi de la Reine, Jacob Harold Blumenstein, et Harry Yohalem Garber, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de prêts et finance, sous le nom de "Major Acceptance Corp. Ltd.", avec un capital total de \$225,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1959, incorporating: Rose Trudel Beaulieu, widow, public merchant, Madeleine Beaulieu Cliche, housewife, wife separate as to property of Charles-E. Cliche, and duly authorized by him for these present purposes, and Marcelle Beaulieu Martin, housewife, wife separate as to property of Jean-Paul Martin, and duly authorized by him for these present purposes, all of Notre-Dame-du-Lac, for the following purposes:

To carry on a business as a grocer, butcher, to deal in grains and mashes, drygoods, clothing, hardware, ironware, building material, sporting articles, products and by-products of petrol, electrical accessories, house furnishings, under the name of "L. P. Beaulieu Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 2,000 common shares of \$25 each and into 6,000 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Notre-Dame-du-Lac, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16117-59)

Lucien Daoust Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of November, 1959, incorporating: Yvette Daoust, housewife, wife separate as to property of Laurier Richard, Laurier Richard, Lucien Daoust, contractors, all three of Montreal, and Marcel Latouche, civil employee, of St-Zotique-Est, for the following purposes:

To carry on a business dealing in building materials and to operate as constructors, under the name of "Lucien Daoust Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7935 De Gaspé Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15715-59)

Major Acceptance Corp. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1959, incorporating: Michael Garber, Queen's Counsel, Jacob Harold Blumenstein and Harry Yohalem Garber, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a loan and finance company, under the name of "Major Acceptance Corp. Ltd.", with a total capital stock of \$225,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16139-59)

Marcel Tremblay Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1959, constituant en corporation: Gérard Beaupré, Marcel Trudeau, avocats, et Yvette Raymond, secrétaire, célibataire majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, accessoires électriques, bijoux, bibelots, articles de ménage, articles de quincaillerie, sous le nom de "Marcel Tremblay Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(A.G. 16139-59)

Marcel Tremblay Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1959, incorporating: Gérard Beaupré, Marcel Trudeau, advocates, and Yvette Raymond, secretary, spinster of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture, electrical apparatus, jewellery, trinkets, household articles, hardware articles under the name of "Marcel Tremblay Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16172-59)

Marissa Industrial Sites Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1959, constituant en corporation: Allan Marcus, de Montréal, David Kirshenblatt, de Côte St-Luc, tous deux avocats, et Lucille Blagdon, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Blagdon, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de certaines propriétés immobilières spécifiques, sous le nom de "Marissa Industrial Sites Corp.", avec un capital total de \$11,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(A.G. 16172-59)

Marissa Industrial Sites Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1959, incorporating: Allan Marcus, of Montreal, David Kirshenblatt, of Côte St-Luc, both advocates, and Lucille Blagdon, secretary, wife separate as to property of Pierre Blagdon, of Montreal, for the following purposes:

To deal in certain specific real estate, under the name of "Marissa Industrial Sites Corp.", with a total capital stock of \$11,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16211-59)

Massdale Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1959, constituant en corporation: Ben Shecter, Michael Awada, avocats, et Raymonde Lutterman, veuve, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de "Massdale Realities Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5757 avenue Decelles, chambre 509, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(A.G. 16211-59)

Massdale Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1959, incorporating: Ben Shecter, Michael Awada, advocates, and Raymonde Lutterman, widow, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate, construction and investment company, under the name of "Massdale Realities Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 5757 Decelles Avenue, Room 509, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15820-59)

McMaster Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Edgar Lefebvre, notaire, de St-Lambert, Gérard Gravel, avocat, de Beloeil, et Lydia Nassa, sténographe, fille majeure usant de ses droits, de Westmount, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles, sous le nom de "McMaster Development Corp.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 132, rue Saint-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(A.G. 15820-59)

McMaster Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Edgar Lefebvre, notary, of St-Lambert, Gérard Gravel, advocate, of Beloeil, and Lydia Nassa, stenographer, spinster in use of her rights of Westmount, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate under the name of "McMaster Development Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 4,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 132 Saint-James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12994-59)

Nettoyeurs Dorion Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation: Jacques Guérin, avocat, de Beaconsfield, Bernard Taillefer, avocat, et Gaëtane Richer, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeur, sous le nom de "Nettoyeurs Dorion Cleaners Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(A.G. 12994-59)

Nettoyeurs Dorion Cleaners Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1959, incorporating: Jacques Guérin, advocate, of Beaconsfield, Bernard Taillefer, advocate, and Gaëtane Richer, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as cleaner, under the name of "Nettoyeurs Dorion Cleaners Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Dorion, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16077-59)

Norby Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1959, constituant en corporation: Harold Gossack, de Montréal, Michael Drazner, de Hampstead, tous deux avocats, et Edith Greenspan, secrétaire, célibataire, d'Outremont, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Norby Development Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$10 chacune et 750 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5803 Chemin Côte-des-Neiges, suite 204A, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(A.G. 16077-59)

Norby Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1959, incorporating: Harold Gossack, of Montreal, Michael Drazner, of Hampstead, both advocates, and Edith Greenspan, secretary, spinster, of Outremont, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Norby Development Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 250 common shares of \$10 each and 750 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5803 Côte-des-Neiges Road, Suite 204A, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16112-59)

Norman Thompson Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 16112-59)

Norman Thompson Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1959, constituant en corporation: Damase Brissette, André St-Jacques, avocats, et Maurice Brissette, gérant, tous de Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchand de bois, sous le nom de "Norman Thompson Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4740, rue Charlevoix, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 14583-59)

Northern Canadian Bottlers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre novembre 1959, constituant en corporation: Max Kaplan, Nathan Kaplan, tous deux propriétaires de théâtre, de Kirkland Lake, et Simon Laliberté, notaire, de Val d'Or, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de boissons non-toxiques et non-alcooliques, sous le nom de "Northern Canadian Bottlers Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bourlamaque, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre novembre 1959.

L'Assistant-procureur-général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 16162-59)

O'Brien Varieties Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1959, constituant en corporation: Léopold Denault, Louis Michaud, pharmaciens, et Émile Gagnon, manufacturier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de tout produit de quincaillerie, mobilier, marchandises sèches, vêtement, tricot, cuir, tissus, textiles, de produits de fantaisies, de nouveautés, d'articles de toilette, de bijouterie, de poterie, de verrerie, de caoutchouc, de bois et de papier, de produits électriques, de jouets, d'articles de fumeurs, de photographie, de confection, de nourriture, et de confiserie, sous le nom de "O'Brien Varieties Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16221-59)

Omer Gallienne Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1959, incorporating: Damase Brissette, André St-Jacques, advocates, and Maurice Brissette, manager, all of Longueuil, for the following purposes:

To carry on a business as lumber merchants, under the name of "Norman Thompson Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4740 Charlevoix Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14583-59)

Northern Canadian Bottlers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1959, incorporating: Max Kaplan, Nathan Kaplan, both Theatre Operators, of Kirkland Lake, and Simon Laliberté, Notary, of Val d'Or, for the following purposes:

To deal in all kinds of non-intoxicating and non-alcoholic beverages, under the name of "Northern Canadian Bottlers Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Bourlamaque, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16162-59)

O'Brien Varieties Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1959, incorporating: Léopold Denault, Louis Michaud, pharmacists, and Émile Gagnon, manufacturer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business in any product dealing in hardware, furniture, drygoods, clothing, knitwear, leather, fabrics, textiles, fancy products, novelties, toilet articles, jewellery, pottery, glassware, rubber goods, wooden, paper and electrical products, toys, articles for smokers, photography, clothing, food and confectionery, under the name of "O'Brien Varieties Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16221-59)

Omer Gallienne Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation: Omer Gallienne, agent, Maurice Costin, administrateur, tous deux de Sept-Iles, et Colette Thomassin, secrétaire, célibataire, de Québec, pour les objets suivants:

Acheter, vendre et faire le commerce en gros, comme distributeur de bière, sous le nom de "Omer Gallienne Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16193-59)

Oxford Land Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date au douze novembre 1959, constituant en corporation: Léopold Gaston, Paul-Émile Faucher, notaires, et Pierre Gaston, avocat, tous de Lachine, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles, sous le nom de "Oxford Land Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16129-59)

Professional Realty Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Gerald N. F. Charness, Isidore J. Charness, tous deux avocats, Toba Lila Charness, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, et Milton W. Winston, notaire, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Professional Realty Construction Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur-général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 14584-59)

Ranch Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1959, constituant en corporation: Guy Valiquette, de Charny, Pierre-Georges Masson et Fernand Sirois, de Québec, tous comptables, pour les objets suivants:

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1959, incorporating: Omer Gallienne, agent, Maurice Costin, administrator, both of Sept-Iles, and Colette Thomassin, secretary, spinster, of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell and carry on a wholesale business as distributor of beer under the name of "Omer Gallienne Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16193-59)

Oxford Land Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1959, incorporating: Léopold Gaston, Paul-Émile Faucher, notaries, and Pierre Gaston, advocate, all of Lachine, for the following purposes:

To carry on a business in real estate under the name of "Oxford Land Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16129-59)

Professional Realty Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Gerald N. F. Charness, Isidore J. Charness, both advocates, Toba Lila Charness, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Montreal, and Milton W. Winston, notary, of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Professional Realty Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14584-59)

Ranch Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1959, incorporating: Guy Valiquette, of Charny, Pierre-Georges Masson and Fernand Sirois, of Quebec, all accountants, for the following purposes:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Ranch Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions communes de \$50 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Villeneuve, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 15998-59)

Raymond Alain Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1959, constituant en corporation: Edgar Lefebvre, notaire, de St-Lambert, Gérard Gravel, avocat, de Beloeil, et Lydia Nassa, sténographe, fille majeure, de Westmount, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Raymond Alain Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 132, rue St-Jacques, ouest, chambre 515, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16070-59)

R. Dallaire Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Roland Dallaire, commerçant, Mme Marie-Rose Demers Dallaire, ménagère, épouse séparée en biens dudit Roland Dallaire, et Donald Dallaire, commerçant, tous de St-Georges-Est, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fourrures, sous le nom de "R. Dallaire Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Georges-Est, comté de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16178-59)

R. D. Miljours Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt novembre 1959, constituant en corporation: Simon Laliberté, notaire, Claude-R. Baillargeon, avocat, et Rolland-D. Miljours, entrepreneurs forestier, tous de Val-d'Or, pour les objets suivants:

To carry on a real estate and construction business under the name of "Ranch Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$50 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Villeneuve, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15998-59)

Raymond Alain Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1959, incorporating: Edgar Lefebvre, notary, of St-Lambert, Gérard Gravel, advocate, of Beloeil, and Lydia Nassa, stenographer, spinster, of Westmount, for the following purposes:

To carry on a business in real estate and construction under the name of "Raymond Alain Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 132 St-James Street, West, Room 515, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16070-59)

R. Dallaire Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Roland Dallaire, tradesman, Mrs. Marie-Rose Demers Dallaire, housewife, wife separate as to property of the said Roland Dallaire, and Donald Dallaire, tradesmen, all of St-Georges-Est, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furs, under the name of "R. Dallaire Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Georges-Est, county of Beauce, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16178-59)

R. D. Miljours Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of November, 1959, incorporating: Simon Laliberté, notary, Claude-R. Baillargeon, advocate, and Rolland-D. Miljours, lumber contractor, all of Val-d'Or, for the following purposes:

Exercer le commerce de marchands de bois, sous le nom de "R. D. Miljours Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

To operate a business as lumber merchants, under the name of "R. D. Miljours Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16035-59)

Reid & Forté Fourrures Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1959, constituant en corporation: Claude Reid, Yves Forté, tous deux marchands de fourrure, et Réal Blanchard, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tous vêtements de fourrures, sous le nom de "Reid & Forté Fourrures Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(A.G. 16035-59)

Reid & Forté Fourrures Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1959, incorporating: Claude Reid, Yves Forté, both fur merchants, and Réal Blanchard, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in fur garments of all kinds under the name of "Reid & Forté Fourrures Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16200-59)

Renée Claude Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1959, constituant en corporation: Roland Corriveau, commerçant, Irène Godin Martel, commerçante, épouse séparée de biens de Paul Martel, et Henri Beaupré, avocat, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements pour dames, sous le nom de "Renée Claude Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2504, boulevard Laurier, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(A.G. 16200-59)

Renée Claude Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1959, incorporating: Roland Corriveau, tradesman, Irène Godin Martel, merchant, wife separate as to property of Paul Martel, and Henri Beaupré, advocate, all of Quebec, for the following purposes:

To operate a business dealing in women's clothing under the name of "Renée Claude Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2504 Laurier Boulevard, Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16138-59)

Restaurant Chez Victor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1959, constituant en corporation: Lionel Gagnon, restaurateur, dame Véronique Massicotte, ménagère, épouse séparée de biens dudit Lionel Gagnon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Robert Lahaie, restaurateur, et dame Marguerite Bélanger, ménagère, épouse séparée de biens dudit Robert Lahaie, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Grand'Mère, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Restaurant Chez Victor Inc.", avec

(A.G. 16138-59)

Restaurant Chez Victor Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the ninth day of November, 1959, incorporating: Lionel Gagnon, restaurateur, dame Véronique Massicotte, housewife, wife separate as to property of the said Lionel Gagnon, and duly authorized by him for these presents, Robert Lahaie, restaurateur, and Dame Marguerite Bélanger, housewife separate as to property of the said Robert Lahaie, and duly authorized by him for these presents, all of Grand'Mère, for the following purposes:

To carry on a business as restaurateurs under the name of "Restaurant Chez Victor Inc.",

un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$25 chacune et en 800 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grand-Mère, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16140-59)

Restaurant Devon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Armand Chevette, Pierre Tremblay et Raymond Thisdale, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Restaurant Devon Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2107, rue Rachel, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16159-59)

Roger Marcotte Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize novembre 1959, constituant en corporation: Roger Marcotte, industriel, Jean-Guy Alain, comptable, et Rita Huard, commis, fille majeure usant de ses droits, tous de Donnacona, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de plomberie, de chauffage et d'électricité, sous le nom de "Roger Marcotte Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Donnacona, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16261-59)

Ross Plumbing & Heating Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1959, constituant en corporation: Guy Guérin, Serge Morin, avocats, et Mlle Renée Mignault, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de plomberie, chauffage et réfrigération, aussi agir comme constructeurs, sous le nom de "Ross Plumbing & Heating Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of \$25 each and into 800 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Grand-Mère, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16140-59)

Restaurant Devon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Armand Chevette, Pierre Tremblay and Raymond Thisdale all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as restaurateurs under the name of "Restaurant Devon Inc." with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 2107 Rachel Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16159-59)

Roger Marcotte Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1959, incorporating: Roger Marcotte, industrialist, Jean-Guy Alain, accountant, and Rita Huard, clerk, spinster in use of her rights, all of Donnacona, for the following purposes:

To carry on a business dealing in plumbing materials, heating and electricity, under the name of "Roger Marcotte Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Donnacona, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16261-59)

Ross Plumbing & Heating Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1959, incorporating: Guy Guérin, Serge Morin, advocates, and Miss Renée Mignault, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration, and to act as constructors, under the name of "Ross Plumbing & Heating Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 16171-59)

St-Nicolas Yacht Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Antonio Fecteau, de Québec, Gabriel Fecteau, de St-Nicolas, tous deux hôteliers, et Marcel Fecteau, restaurateur, de Québec, pour les objets suivants:

Former un club sportif et promouvoir en particulier le sport du yachting, sous le nom de "St-Nicolas Yacht Club".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$30,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Nicolas, comté de Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16237-59)

Sanitary Snack Bar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1959, constituant en corporation: Stanley B. Birnbaum, pharmacien, Florence Birnbaum Freedman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Stanley B. Birnbaum, et Irwin Freedman, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Sanitary Snack Bar Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 16037-59)

Savage Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1959, constituant en corporation: André Mayrand, dessinateur, Raymond Hébert, contremaître, et Rita Giroux, ménagère, épouse séparée de biens de Marcel Savage, et dûment autorisée par lui, tous de Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce des produits de l'industrie forestière, chimique, métallurgique, minière ou minérale sous le nom de "Savage Industries Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16171-59)

St-Nicolas Yacht Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Antonio Fecteau, of Quebec, Gabriel Fecteau, of St-Nicolas, both hotel-keepers, and Marcel Fecteau, restaurateur, of Quebec, for the following purposes:

To form a sports club and to promote especially the sport of yachting, under the name of "St-Nicolas Yacht Club".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$30,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Nicolas, county of Levis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16237-59)

Sanitary Snack Bar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1959, incorporating: Stanley B. Birnbaum, pharmacist, Florence Birnbaum Freedman, housewife, wife separate as to property of the said Stanley B. Birnbaum, and Irwin Freedman, student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Sanitary Snack Bar Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16037-59)

Savage Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1959, incorporating: André Mayrand, draughtsman, Raymond Hébert, foreman, and Rita Giroux, housewife, wife separate as to property of Marcel Savage, and duly authorized by him, all of Dorval, for the following purposes:

To carry on a business dealing in lumber products, chemical, metallurgical, mining or mineral products, under the name of "Savage Industries Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 900 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16313-59)

Schefferville Local Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept novembre 1959, constituant en corporation: René Beaudry, avocat, de Verdun, Louis-Claude Trudel, avocat, et Raymonde Vary, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Schefferville Local Investment Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Schefferville, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16130-59)

Seaway Hotels (Quebec), Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Melvin Rothman, de Westmount, Godfroy Marin, de Pointe-Claire, et Robert Benson, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtels, motels, "cocktail Lounges", tavernes, auberges et/ou restaurants ou toute combinaison d'iceux, sous le nom de "Seaway Hotels (Quebec), Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 18,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 16058-59)

Taché Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1959, constituant en corporation: Arthur Pilote, entrepreneur, Robert Pilote et Roger Pilote, ouvriers, tous de St-Nazaire, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Taché Construction Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera rue Saint-Jean, Saint-Nazaire, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16313-59)

Schefferville Local Investment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1959, incorporating: René Beaudry, advocate, of Verdun, Louis-Claude Trudel, advocate, and Raymonde Vary, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as an investment company under the name of "Schefferville Local Investment Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Schefferville, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16130-59)

Seaway Hotels (Quebec), Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Melvin Rothman, of Westmount, Godfroy Marin, of Pointe-Claire, and Robert Benson, of Montreal, all Advocates, for the following purposes:

To carry on the business of hotels, motels, cocktail lounges, taverns, public houses, and/or restaurants or any combination thereof, under the name of "Seaway Hotels (Quebec), Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 18,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16058-59)

Taché Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1959, incorporating: Arthur Pilote, contractor, Robert Pilote and Roger Pilote, workmen, all of St-Nazaire, for the following purposes:

To carry on a business in real estate and construction, under the name of "Taché Construction Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-John Street, Saint-Nazaire, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16031-59)

Théberge Gas Appliances Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1959, constituant en corporation: Guy Boissonneault, Gilles Boissonneault et André Surprenant, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'accessoires électriques ou à gaz, sous le nom de "Théberge Gas Appliances Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(A.G. 16031-59)

Théberge Gas Appliances Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1959 incorporating: Guy Boissonneault, Gilles Boissonneault, and André Surprenant, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in gas or electrical apparatus under the name of "Théberge Gas Appliances Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16212-59)

Traygon Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1959, constituant en corporation: Ben Schechter, Michael Awada, avocats, et Raymonde Lutterman, veuve, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de "Traygon Realities Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5757 avenue Decelles, chambre 509, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(A.G. 16212-59)

Traygon Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1959, incorporating: Ben Schechter, Michael Awada, advocates, and Raymonde Lutterman, widow, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate, construction and investment company, under the name of "Traygon Realities Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 5757 Decelles Avenue, Room 509, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16165-59)

Ville Marie Upholstering Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1959, constituant en corporation: Irving L. Adessky, Moses Moscovitch, Melvin Salmon, tous trois avocats, et Elaine Welik, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles rembourrés et autres meubles, matériel et tissus de rembourrage, sous le nom de "Ville Marie Upholstering Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(A.G. 16165-59)

Ville Marie Upholstering Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1959, incorporating: Irving L. Adessky, Moses Moscovitch, Melvin Salmon, all three advocates, and Elaine Welik, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with upholstery and other furniture and upholstering materials and fabrics, under the name of "Ville Marie Upholstering Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16292-59)

2800 Bois Franc Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 16292-59)

2800 Bois Franc Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze novembre 1959, constituant en corporation: Austin Latremouille, de St-Sauveur, Joseph Zinnato, de Laval-des-Rapides, tous deux fabricants, et Shirley Macklin, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de certaines propriétés immobilières spécifiques sous le nom de "2800 Bois Franc Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

(P.G. 16351-59)

Les Religieuses du Sacré-Coeur de Marie
— Collège Marymount — Québec
The Religious of the Sacred Heart of Mary
— Marymount College — Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois novembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Catherine Kelly, en religion Mère Norbert, Supérieure, Jane Daley, en religion Mère Catherine, assistante-supérieure, Monica Woods, en religion Mère Adrian, économe, Mary Fitzgerald, en religion Mère David, et Brigid Kearns, en religion Mère James, ces deux dernières, conseillères, toutes demeurant présentement en la cité de Québec, pour les objets suivants:

Établir et entretenir à Ste-Foy, Québec, et ailleurs, un ou plusieurs externats et pensionnats ou collèges pour garçons et filles où les étudiants puissent recevoir une instruction primaire, classique, mathématique, commerciale, scientifique et/ou générale, sous le nom de "Les Religieuses du Sacré-Coeur de Marie — Collège Marymount — Québec — The Religious of the Sacred Heart of Mary — Marymount College — Québec".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$4,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609 P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1959, incorporating: Austin Latremouille, of St-Sauveur, Joseph Zinnato, of Laval-des-Rapides, both manufacturers, and Shirley Macklin, secretary, spinster and in use of her rights, of Montreal, for the following purposes:

To deal in certain specific real estate, under the name of "2800 Bois Franc Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16351-59)

Les Religieuses du Sacré-Coeur de Marie
— Collège Marymount — Québec
The Religious of the Sacred Heart of Mary
— Marymount College — Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of November, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Catherine Kelly, in religion Mother Norbert, Superior, Jane Daley, in religion Mother Catherine, assistant Superior, Monica Woods, in religion Mother Adrian, Bursar, Mary Fitzgerald, in religion Mother David, and Brigid Kearns, in religion Mother James, the two latter advisors, all presently residing at the city of Quebec, for the following purposes:

To establish and maintain at Ste-Foy, Québec, and elsewhere, one or more residential and day schools or colleges for boys and girls where students may obtain a primary, classical, mathematical, commercial, scientific and/or general education, under the name of "Les Religieuses du Sacré-Coeur de Marie — Collège Marymount — Québec — The Religious of the Sacred Heart of Mary — Marymount College — Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$4,000,000.

The head office of the corporation will be at Ste-Foy, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 16195-59)

Bonel Limitée — Bonel Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douze novembre 1959, à la compagnie "Boudreau Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 20 mai 1954, 1° changeant son nom en celui de "Bonel Limitée — Bonel Limited"; 2° augmentant son capital de \$10,000 à \$50,000,

Supplementary Letters Patent

(A.G. 16195-59)

Bonel Limitée — Bonel Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twelfth day of November, 1959, to the company "Boudreau Ltée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of May 20, 1954; 1. changing its name into that of "Bonel Limitée — Bonel Limited"; 2. increasing its capital stock from \$10,000 to \$50,000, the additional capital stock being div-

le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16232-59)

De Gaspé Avenue Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix novembre 1959, à la compagnie "Lasalle Investments Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 28 mai 1957, changeant son nom en celui de "De Gaspé Avenue Investments Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16218-59)

Development Plateau St. Janvier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize novembre 1959, à la compagnie "Haral Realty Corp.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 24 janvier 1959, changeant son nom en celui de "Development Plateau St. Janvier Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
05269-o P. FRENETTE.

(P.G. 16263-59)

H. E. Bastien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-sept novembre 1959, à la compagnie "Vadrouilles, Balais et Agences Wod Inc. — Wod Mops, Brooms and Agencies Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 13 mai 1957, changeant son nom en celui de "H. E. Bastien Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 15607-59)

Hidalgo Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize novembre 1959, à la compagnie "Hidalgo Development Inc.", augmentant son capital de \$1,500 à \$1,620, le capital-actions additionnel étant divisé en 12 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

ided into 400 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16232-59)

De Gaspé Avenue Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of November, 1959, to the company "Lasalle Investments Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act of May 28, 1957, changing its name into that of "De Gaspé Avenue Investments Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16218-59)

Development Plateau St. Janvier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of November, 1959, to the company "Haral Realty Corp.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of January 24, 1959, changing its name into that of "Development Plateau St. Janvier Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16263-59)

H. E. Bastien Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the seventeenth day of November, 1959, to the company "Vadrouilles, Balais et Agences Wod Inc. — Wod Mops, Brooms and Agencies Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of May 13, 1957, changing its name into that of "H. E. Bastien Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15607-59)

Hidalgo Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of November, 1959, to the company "Hidalgo Development Inc.", increasing its capital stock from \$1,500 to \$1,620, the additional capital stock being divided into 12 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16214-59)

**Lacombe & Robidoux Ltée
Lacombe & Robidoux Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix novembre 1959, à la compagnie "E. Lacombe Limitée — E. Lacombe Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 14 octobre 1958, 1° changeant son nom en celui de "Lacombe & Robidoux Ltée — Lacombe & Robidoux Ltd"; 2° subdivisant 50 de ses actions communes de \$100 chacune en 200 actions communes classe "A" de \$25 chacune; 3° convertissant 100 actions communes classe "A" de \$25 chacune en 100 actions classe "B" de \$25 chacune; 4° augmentant son capital de \$100,000 à \$200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 200 actions classe "B" de \$25 chacune et en 950 actions privilégiées de \$100 chacune; 5° portant de 5% à 8% le dividende attaché aux actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 13383-59)

Leboff Brothers Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit novembre 1959, à la compagnie "Leboff Brothers Incorporated", augmentant son capital de \$20,000 à \$120,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(A.G. 14977-59)

**Massberyl Lithium Company Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 octobre 1959, à la compagnie "Massberyl Lithium Company Ltd." (No Personal Liability), réduisant son capital de \$5,000,000 à \$2,318,744, le capital-actions annulé étant divisé en 2,681,256 actions de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 8438-53)

**New Calumet Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois avril 1953, à la compagnie "New Calumet Mines Limited"

(A.G. 16214-59)

**Lacombe & Robidoux Ltée
Lacombe & Robidoux Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of November, 1959, to the company "E. Lacombe Limitée — E. Lacombe Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of October 14, 1958, 1. changing its name into that of "Lacombe & Robidoux Ltée — Lacombe & Robidoux Ltd"; 2. subdividing 50 of its common shares of \$100 each into 200 common class "A" shares of \$25 each; 3. converting 100 common class "A" shares of \$25 each into 100 class "B" shares of \$25 each; 4. increasing its capital stock of \$100,000 to \$200,000, the additional capital stock being divided into 200 class "B" shares of \$25 each and into 950 preferred shares of \$100 each; 5. carrying from 5% to 8% the dividend attached to the preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13383-59)

Leboff Brothers Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eighteenth day of November, 1959 to the company "Leboff Brothers Incorporated", increasing its capital stock from \$20,000 to \$120,000, the additional capital stock being divided into \$10,000 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14977-59)

**Massberyl Lithium Company Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of October, 1959, to the company "Massberyl Lithium Company Ltd." (No Personal Liability), reducing its capital stock from \$5,000,000 to \$2,318,744, the cancelled capital stock being divided into 2,681,256 shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 8438-53)

**New Calumet Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-third day of April, 1953, to the company "New Calumet Mines Limited" (No Personal Liability), increasing its capital stock from \$3,-

(No Personal Liability), augmentant son capital de \$3,500,000 à \$5,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,500,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le sept décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 15150-59)

The United Services Club, Incorporated

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit septembre 1959, à la corporation "The United Services Club, Incorporated", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16217-59)

Trois-Rivières Paper Box Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix novembre 1959, à la compagnie "Yvon St-Pierre Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 9 juillet 1954, changeant son nom en celui de "Trois-Rivières Paper Box Ltd".

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 14976-59)

Valor Lithium Mines Limited (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze octobre 1959, à la compagnie "Valor Lithium Mines Limited" (No Personal Liability), réduisant son capital de \$5,000,000 à \$2,017,877, le capital-actions annulé étant divisé en 2,982,123 actions de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16223-59)

Wide Electric Distributors Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq novembre 1959, à la compagnie "Continental Electric (Wholesale) Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 25 mai 1959, changeant son nom en celui de "Wide Electric Distributors Ltd".

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

500,000 to \$5,000,000, the additional capital stock being divided into 1,500,000 common shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of December, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15150-59)

The United Services Club, Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of September, 1959, to the corporation "The United Services Club, Incorporated", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16217-59)

Trois-Rivières Paper Box Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of November, 1959, to the company "Yvon St-Pierre Ltée" incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act by letters patent of July 9, 1954, changing its name into that of "Trois-Rivières Paper Box Ltd".

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14976-59)

Valor Lithium Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of October, 1959, to the company "Valor Lithium Mines Limited" (No Personal Liability), reducing its capital stock from \$5,000,000 to \$2,017,877, the cancelled capital stock being divided into 2,982,123 shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16223-59)

Wide Electric Distributors Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifth day of November, 1959, to the company "Continental Electric (Wholesale) Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of May 25, 1959, changing its name into that of "Wide Electric Distributors Ltd".

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

Action en séparation de biens

CAYEN VS MELOCHE

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 492,922. Dame Simone Cayen, demanderesse, vs Antonin Meloche, défendeur.

Prenez avis que dame Simone Cayen, épouse de Antonin Meloche, homme d'affaires, demeurant tous deux en la ville de Pierrefonds, district de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, le 28 décembre 1959.

Les Procureurs de la demanderesse,
COMMON, HOWARD, CATE, OGILVY,
BISHOP, COPE, PORTEOUS
& HANSARD.

52635-o

Action for separation as to property

CAYEN VS MELOCHE

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 492,922. Dame Simone Cayen, plaintiff, vs Antonin Meloche, defendant.

Take notice that Dame Simon Cayen, wife of Antonin Meloche, businessman, both residing in the town of Pierrefonds, district of Montreal, has instituted against her husband, an action for separation as to property.

Montreal, December 28, 1959.

COMMON, HOWARD, CATE, OGILVY,
BISHOP, COPE, PORTEOUS
& HANSARD.
Attorneys for the plaintiff.

52635

Avis divers

ASSOCIATION DES EMPLOYÉS DE CANADIAN CELANESE LIMITED DE DRUMMONDVILLE INCORPORÉE

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 18 décembre 1959, décrété la fin de l'existence corporative de l'Association des Employés de Canadian Celanese Limited de Drummondville Incorporée, dont la formation avait été autorisée le 29 janvier 1955, avec son siège social à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-deux décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

52613-o

(P.G. 5161-51)

STRATEGIC METALS LTD.

(No Personal Liability)

Règlement 10b

Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de dix à onze et le règlement 10 des règlements généraux de la compagnie est, par les présentes, amendé en conséquence.

Je, le soussigné, secrétaire de "Strategic Metals Ltd." (No Personal Liability), certifie, par les présentes, que le précédent est une copie véritable du règlement 10b de ladite compagnie tel qu'adopté par ses directeurs, le 2 avril 1959, et tel que dûment sanctionné par tous les votes reçus à l'assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée pour le considérer et tenue le même jour.

Témoin: Ma signature et le sceau de la compagnie en la cité de Montréal, ce 25e jour de mai 1959.

(Sceau)
52614

Le Secrétaire,
R. D. WELDON.

Miscellaneous notices

ASSOCIATION DES EMPLOYÉS DE CANADIAN CELANESE LIMITED DE DRUMMONDVILLE INCORPORÉE

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary, on December 18, 1959, has enacted the termination of the corporate existence of the "Association des Employés de Canadian Celanese Limited de Drummondville Incorporée", the formation of which was authorized on January 29, 1955, with its head office at Drummondville, judicial district of Arthabaska, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11, George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, on December twenty-second, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

52613

(A.G. 5161-51)

STRATEGIC METALS LTD.

(No Personal Liability)

By-Law 10b

The number of Directors of the company is hereby increased from ten to eleven with by-law 10 of the Company's general by-laws being hereby amended accordingly.

I, the undersigned, secretary of "Strategic Metals Ltd." (No Personal Liability), hereby certify that the foregoing is a true copy of By-law 10b of the said Company as adopted by its Directors on April 2, 1959 and as duly sanctioned by all of the votes cast at a Special General Meeting of the shareholders of the company duly called to consider the same and held the same day.

Witness: My hand and the seal of the company at the city of Montreal, this 25th day of May, 1959.

(Seal)
52614-o

R. D. WELDON,
Secretary.

L'ASSOCIATION DES INSTITUTEURS ET INSTITUTEURICES LAÏQUES DE LA RÉGION DE TADOUSSAC

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 25 novembre 1959, autorisé le changement de nom de l'"Association Catholique des Institutrices Laïques du Saguenay Inc.", dont la formation a été autorisée le 23 décembre 1948, avec siège social aux Escoumins, comté de Saguenay, en celui de "L'Association des Instituteurs et Institutrices Laïques de la Région de Tadoussac", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le sept décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
52615-0 RAYMOND DOUVILLE.

VILLE DE RICHMOND

Avis est donné au public conformément à l'article 60 de la loi du régime des Eaux Courantes, que la corporation de la ville de Richmond, dans le comté de Richmond, se propose de demander l'approbation d'un barrage en béton pour l'emmagasinement en toute saison des eaux du Lac Brompton dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation à son aqueduc et à son usine de pompage.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis descriptifs indiquant l'emplacement de ce barrage de contrôle et de terrains qui sont affectés par ce barrage, a été transmise au Ministre des Ressources Hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plans et devis descriptifs a été déposé au bureau d'enregistrement du comté de Richmond, à Richmond, Qué.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil, le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Sherbrooke, Qué., ce 1er décembre 1959.
Les Ingénieurs Professionnels pour la
Corporation de la Ville de Richmond,
CÔTÉ, LEMIEUX, CARIGNAN &
52616-0 BOURQUE.

(P.G. 16351-59)

LES RELIGIEUSES DU SACRÉ-COEUR DE
MARIE — COLLÈGE
MARYMOUNT — QUÉBEC
THE RELIGIOUS OF THE SACRED HEART
OF MARY — MARYMOUNT
COLLEGE — QUEBEC

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable secrétaire de la province a, le neuf décembre 1959, approuvé le règlement N° 1 de "Les Religieuses du Sacré-Coeur de Marie — Collège Marymount — Québec — The Religious of the Sacred Heart of Mary — Marymount College — Québec", tel qu'adopté à l'assemblée générale spéciale tenue le 24 novembre 1959, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-huit décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
52632-0 RAYMOND DOUVILLE.

L'ASSOCIATION DES INSTITUTEURS ET INSTITUTEURICES LAÏQUES DE LA RÉGION DE TADOUSSAC

(Professional Syndicates Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on November 25, 1959, authorized the change of name of the "Association Catholique des Institutrices Laïques du Saguenay Inc.", the formation of which was authorized on December 23, 1948, with head office at Escoumins, county of Saguenay, into that of "L'Association des Instituteurs et Institutrices Laïques de la Région de Tadoussac", and such pursuant to the provisions of sections 7 and 8 of the Professional Syndicates Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, on December seventh, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
52615 Assistant Secretary of the Province.

TOWN OF RICHMOND

Public notice is hereby given in accordance with section 60 in the Water Course Act, that the Corporation of the town of Richmond, in the county of Richmond, Que., intends to apply for acceptance of a concrete dam, for storage in all season of the water of Brompton Lake, in view of regularizing its flow and assuring the uniform supply of the water at its pump station and waterworks system.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications of such work, showing the site and the land affected has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of the county of Richmond, at Richmond, Que.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the tenth day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Sherbrooke, December 1st 1959.
CÔTÉ, LEMIEUX, CARIGNAN &
BOURQUE,
Professional Engineers for the Corporation of
51616-0 the town of Richmond.

(A.G. 16"51-5")

LES RELIGIEUSES DU SACRÉ-COEUR DE
MARIE — COLLÈGE
MARYMOUNT — QUÉBEC
THE RELIGIOUS OF THE SACRED HEART
OF MARY — MARYMOUNT
COLLEGE — QUEBEC

Notice is given that, on the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on December ninth, 1959, approved by law No. 1 of "Les Religieuses du Sacré-Coeur de Marie — Collège Marymount — Québec — The Religious of the Sacred Heart of Mary — Marymount College — Québec", as adopted at the special general meeting held on November 24, 1959, and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on December twenty-eighth, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
52632 Assistant Secretary of the Province.

L'ASSOCIATION DES ÉDUCATEURS DE PONT-VIAU

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Éducateurs de Pont-Viau", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le seize décembre 1959.

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
52636-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 6211-48)

L'ORGANISATION DES TERRAINS DE JEUX DE ST-RAYMOND

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de quatre à dix:

"Un bureau de dix directeurs sera élu par les membres de la corporation".

Certifié vraie copie.

Saint-Raymond, ce 5 novembre 1959.

Le Secrétaire,
52637-o JEAN-PIERRE MOISAN.

L'ASSOCIATION DES ÉDUCATEURS DE PONT-VIAU

(Professional Syndicates Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Éducateurs de Pont-Viau" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December sixteenth, 1959.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Pont-Viau, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
52636 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 6211-48)

L'ORGANISATION DES TERRAINS DE JEUX DE ST-RAYMOND

Excerpt of by-laws of the above mentioned corporation concerning the increase in the number of directors from four to ten:

"A Board of ten directors shall be elected by the members of the corporation".

Certified true copy.

Saint-Raymond, this 5th day of November, 1959.

JEAN-PIERRE MOISAN,
52637 Secretary.

Chartes — Abandon de

BERMA WHOLESALE LTD.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Berma Wholesale Ltd." qui a son bureau principal dans la cité de Montréal, Province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 1er décembre, 1959.

Berma Wholesale Ltd.,
Par le Secrétaire,
(Dame) ETTIE ASTROFF.

Le Procureur de la Compagnie,
Brahm M. Eisenstat,
1117, rue St. Catherine O.,
Suite 600, Montréal, Qué. 52617-o

PALAIS OLYMPIQUE INC.

Avis est par les présentes donné que "Palais Olympique Inc.", une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social dans la ville de Val d'Or, s'adressera au Procureur général de la province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Val d'Or, ce 17 décembre 1959.

Le Secrétaire,
52618-o LUCIEN TOURIGNY, C.R.

Charters — Surrender of

BERMA WHOLESALE LTD.

Notice is hereby given that "Berma Wholesale Ltd." company, which has its head office in the city of Montreal, in the Province of Quebec, will make application for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, December 1st, 1959.

Berma Wholesale Ltd.,
Per: (Mrs.) ETTIE ASTROFF,
Secretary.

Brahm M. Eisenstat,
Attorney for the Company,
1117 St. Catherine St. W.,
Suite 600, Montreal 2, Québec. 52617-o

OLYMPIC PALACE INC.

Notice is hereby given that "Olympic Palace Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the town of Val d'Or, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Val d'Or, this 17th day of December, 1959.

LUCIEN TOURIGNY, Q.C.,
52618-o Secretary.

NORTHERN HOLDINGS LIMITED

Avis est par les présentes donné que "Northern Holdings Limited", une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social dans la ville de Val d'Or, s'adressera au Procureur général de la

NORTHERN HOLDINGS LIMITED

Notice is hereby given that "Northern Holdings Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the Town of Val d'Or, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec

province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Val d'Or, ce 17 décembre 1959.

52619-o Le Secrétaire,
LUCIEN TOURIGNY, C.R.

FRANOR ENTREPRISES CORPORATION

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Franor Entreprises Corporation", une corporation constituée comme telle sous la loi des compagnies de Québec, avec bureau-chef dans la cité de Montréal, fera requête au Procureur Général de la Province de Québec, pour abandonner sa charte, en vertu de cette loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 14 décembre 1959.

52620-o Le Secrétaire,
MADELINE FOURNIER.

SUN RISE MOTEL CABINS LIMITED SUN RISE MOTEL CABINS LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Sun Rise Motel Cabins Limited — Sun Rise Motel Cabins Limitée", corporation constituée en vertu de la loi des Compagnies de Québec et ayant sa principale place d'affaires, dans les cité et district de Montréal, demandera au Procureur Général la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 18ième jour de décembre 1959.

Le Procureur de Sun Rise Motel Cabins
Limited — Sun Rise Motel Cabins
Limitée,
52630-o ARMAND CHEVRETTE, C.R.

GEORGES BARROT ASSURANCES LIMITÉE

Prenez avis que la compagnie "Georges Barrot Assurances Limitée", demandera au Procureur-Général la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Rivière-des-Prairies, ce quinzième jour de juin 1959.

(Sceau) Le Président,
52638-o GEORGES BARROT.

LE PHARE EVERELL INC.

Avis est par les présentes donné que "Le Phare Everell Inc.", s'adressera au Procureur Général de la Province pour demander la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Beauport, ce vingt-troisième jour de décembre mil neuf cent cinquante-neuf.

(Sceau) Le Secrétaire,
52639-o CONRAD LORTIE.

for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Val d'Or, this 17th day of December, 1959.

52619-o LUCIEN TOURIGNY, Q.C.,
Secretary.

FRANOR ENTREPRISES CORPORATION

Notice is hereby given that the "Franor Entreprises Corporation", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 14th day of December, 1959.

52620-o MADELINE FOURNIER,
Secretary.

SUN RISE MOTEL CABINS LIMITED SUN RISE MOTEL CABINS LIMITÉE

Notice is hereby given that the "Sun Rise Motel Cabins Limited — Sun Rise Motel Cabins Limitée" a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 18th day of December 1959.

ARMAND CHEVRETTE, Q.C.,
Attorney for Sun Rise Motel Cabins Limited — Sun Rise Motel Cabins
Limitée,
52630-o

GEORGES BARROT ASSURANCES LIMITÉE

Notice is hereby given that "Georges Barrot Assurances Limitée", will apply for leave to surrender its charter, under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Rivière-des-Prairies, this 15th day of June 1959.

(Seal) GEORGES BARROT,
52638-o President.

LE PHARE EVERELL INC.

Notice is hereby given that "Le Phare Everell Inc.", will apply to the Attorney General for the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Beauport on the twenty-third of December nineteen hundred and fifty-nine.

(Seal) CONRAD LORTIE,
52639-o Secretary.

Compagnies dissoutes

(P.G. 11398-58)
ASSOCIATION FRANCO-MAROCAINE DE
PRODUITS ALIMENTAIRES
(CANADA) LTÉE
FRENCH AND MOROCCAN FOOD
CORPORATION (CANADA) LTD

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec,

Companies Dissolved

(A.G. 11398-58)
ASSOCIATION FRANCO-MAROCAINE DE
PRODUITS ALIMENTAIRES
(CANADA) LTÉE
FRENCH AND MOROCCAN FOOD
CORPORATION (CANADA) LTD

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter

Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Association Franco-Marocaine de Produits Alimentaires (Canada) Ltée — French and Moroccan Food Corporation (Canada) Ltd", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 25 février 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 11463-58)

BEAVERNY GOLD MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi des compagnies de Québec, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Beauverny Gold Mines Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes, en date du 29 novembre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 15839-59)

LA COMPAGNIE D'IMMEUBLES
DU CLUB AUTOMOBILE DE QUÉBEC

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de "La Compagnie d'Immeubles du Club Automobile de Québec", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 5 janvier 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 15120-59)

LECHASSEUR INC.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "LeChasseur Inc.", constituée en

276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Association Franco-Marocaine de Produits Alimentaires (Canada) Ltée — French and Moroccan Food Corporation (Canada) Ltd", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 25, 1954.

Notice is also given that from and after December fifteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11463-58)

BEAVERNY GOLD MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Act and Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Beauverny Gold Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated under the provisions of the Quebec Mining Act, by letters patent dated November 29, 1945.

Notice is also given that from and after December fifteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15839-59)

LA COMPAGNIE D'IMMEUBLES
DU CLUB AUTOMOBILE DE QUÉBEC

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie d'Immeubles du Club Automobile de Québec", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 5, 1950.

Notice is also given that from and after December fifteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15120-59)

LECHASSEUR INC.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "LeChasseur Inc.", incorporated under Part I of the Quebec

corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 30 mai 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16225-59)

MAPLE LEAF ENTERPRISES COMPANY LIMITED

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Maple Leaf Enterprises Company Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 1er décembre 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 11467-58)

NATIONAL NICKEL CORPORATION LTD (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi des compagnies de Québec, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "National Nickel Corporation Ltd" (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 5 novembre 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 16216-59)

PENTAGON INVESTMENT CORPORATION

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Pentagon Investment Corporation", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 24 mars 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Companies Act, by letters patent dated May 30, 1938.

Notice is also given that from and after December fifteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16225-59)

MAPLE LEAF ENTERPRISES COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Maple Leaf Enterprises Company Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 1st, 1950.

Notice is also given that from and after December fifteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11467-58)

NATIONAL NICKEL CORPORATION LTD (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part the provisions of the Quebec Mining Act and I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Québec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "National Nickel Corporation Ltd" (No Personal Liability), incorporated under the provisions of the Quebec Mining Act, by letters patent dated November 5, 1951.

Notice is also given that from and after December fifteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16216-59)

PENTAGON INVESTMENT CORPORATION

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Québec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Pentagon Investment Corporation", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 24, 1955.

Notice is also given that from and after December fifteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 14428-59)

SUBURBAN ENTERPRISES INC.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a pu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Suburban Enterprises Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 13 juillet 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 13300-59)

SUZAN POP CORN INC.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Suzan Pop Corn Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 26 mars 1956.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

(P.G. 11766-59)

VALOIS YOUTH RECREATIONAL ASSOCIATION

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la corporation "Valois Youth Recreational Association", constituée en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 3 juillet 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1959, ladite corporation a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52609-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14428-59)

SUBURBAN ENTERPRISES INC.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Suburban Enterprises Inc.", incorporated under Part I of by letters patent dated July 13, 1948.

Notice is also given that from and after December fifteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13300-59)

SUZAN POP CORN INC.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Suzan Pop Corn Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 26, 1956.

Notice is also given that from and after December fifteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11766-59)

VALOIS YOUTH RECREATIONAL ASSOCIATION

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Valois Youth Recreational Association", incorporated under Part III, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated July 3, 1953.

Notice is also given that from and after December fifteenth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
52609 Acting Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

VILLE DE BROMPTONVILLE

Avis est par les présentes donné que la corporation de la "Ville de Bromptonville" s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session,

Applications to Legislature

TOWN OF BROMPTONVILLE

Notice is hereby given that the corporation of the "Town of Bromptonville" will request the Quebec Legislature, at its present session, to

pour amender sa charte de façon à prolonger le terme d'office du maire à trois ans, à pourvoir à la division de la municipalité en quartiers représentés par deux conseillers, à changer la date d'élection du maire et des conseillers, à autoriser la dépense d'une somme de \$2,000.00 annuellement aux fins de promotions industrielles, à décréter un mode d'imposition pour le paiement de la taxe d'aqueduc, à limiter le nombre des voitures-taxi, à la perception de la taxe de locataire, à pouvoir imposer comme immeubles les fils et tuyaux conducteurs de gaz, d'électricité, de téléphone et de télévision et pour d'autres fins.

Bromptonville, ce 3 décembre 1959.

Les Procureurs de la requérante,

(Signé) LEBLANC, DELORME,

BARNARD, LEBLANC & FRÉCHETTE.
52443-50-4-o

amend its charter, in order to prolong the term of the mayor to three years, to provide for the division of the municipality into wards represented by two councillors, to change the date of election of the mayor and councillors, to authorize the annual expense of a sum of \$2,000.00 for industrial promotion purposes, to decree a mode of taxation and payment of the water tax, to limit the number of taxis, to provide for the collection of rental taxes and to be empowered to tax as immovables the wires and pipes used for the distribution of gas, electricity, telephone, television and for other purposes.

Bromptonville, December 3, 1959.

(Signed) LEBLANC, DELORME,

BARNARD, LEBLANC & FRÉCHETTE,
Attorneys for petitioner.

52443-50-4-o

CITÉ DE DORVAL

Avis public est présentement donné que la "Cité de Dorval", dans la circonscription électorale de Jacques Cartier, pétitionnera les corps législatifs de la province de Québec, à leur présente session, en adoption d'une loi l'autorisant à réglementer ou à prohiber certains types d'enseignes lumineuses; autorisant une réglementation plus complète de l'industrie du taxi; abrogeant l'article 540 tel que modifié pour la cité; autorisant la cité à conclure une entente avec la Commission du Transport aux fins de prolonger dans les limites de son territoire, le service de transport en commun de ladite Commission; et autres objets complémentifs ou relatifs.

Montréal, 3 décembre 1959.

L'avocat de la pétitionnaire,

52444-50-4-o GUY PAGER.

CITY OF DORVAL

Public notice is hereby given that the "City of Dorval" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of an act to regulate or to prohibit certain types of posters, billboards, placards and signs; to authorize a more adequate legislation concerning the operation of taxis, locations of taxis stands; to abrogate article 540 of the Cities and Towns' Act as amended for the city by 14 George VI, chapter 120; to authorize both the city and the Montreal Transport Commission to enter into an agreement for the purpose of extending to the city its public transportation service and for other purposes.

Montreal, December 3rd, 1959.

GUY PAGER,

52444-50-4-o The attorney of petitioner.

VILLE DE SAINT-BRUNO DE MONTARVILLE

Avis public est présentement donné que la "Ville de Saint-Bruno de Montarville", dans la circonscription électorale de Chambly-Rouville, pétitionnera les corps législatifs de la province de Québec, à leur présente session, en adoption d'une loi autorisant la ville à réglementer l'enlèvement des vidanges et à imposer une taxe spéciale à cette fin; réglementant l'usage des plages publiques; déclarant la ville propriétaire des rues et ruelles et places publiques qui apparaissent aux plan et livre de renvoi officiel ainsi qu'au plan maître sous réserve du droit d'action par les propriétaires dans un délai de 12 mois de la date de la sanction de la présente loi; modifiant l'article 494 de la Loi des cités et villes aux fins d'obliger les estimateurs à déposer au bureau du conseil, le rôle d'évaluation aussitôt après sa confection; autorisant l'établissement d'un bureau de revision; limitant l'imposition de la taxe, quant aux immeubles situés à l'encoignure des rues, à un côté seulement; modifiant l'article 526a de la Loi des cités et villes; modifiant le paragraphe 3 de la loi concernant la destitution de certains officiers des cités et villes.

Montréal, 3 décembre 1959.

L'Avocat de la pétitionnaire,

52445-50-4-o GUY PAGER.

TOWN OF ST. BRUNO DE MONTARVILLE

Public notice is hereby given that the "Town of St. Bruno de Montarville" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of an act to regulate of garbage collection and authorizing the town to impose and levy a special tax for this purpose; to regulate public beaches; to declare that streets, lanes, public places which are shown on the official cadastre and on the master plan are the property of the town under reserve of legal recourse by the owners; to modify article 494 of Cities and Towns' Act; to establish a permanent board of revision; to limit the taxation to one side or part of in the case of corner lots; modifying article 3 of 1941 Revised Statutes, chapter 235; modifying article 526a of Cities and Towns' Act and for other purposes.

Montreal, December 3rd, 1959.

The Attorney of petitioner,

52445-50-4-o GUY PAGER.

CITÉ DE BEAUHARNOIS

Avis public est par les présentes donné que la "Cité de Beauharnois", corporation municipale ayant son siège social dans les limites de son territoire, dans le district de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la Province de Québec,

CITY OF BEAUHARNOIS

Public notice is hereby given that the "City of Beauharnois", municipal corporation having its head office within the limits of its territory, in the district of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its

à sa présente session, pour l'obtention d'une loi modifiant sa charte aux fins de créer une commission des loisirs; de légiférer sur les arbres nuisibles, le déménagement d'immeubles par les rues de la cité, et pour toutes autres fins.

Beauharnois, ce 1er décembre 1959.

Le Procureur de la pétitionnaire,
52451-50-4-o FRANÇOIS DORVAL.

present session, to obtain a bill amending its charter for the purposes of creating a recreational commission, to make regulations concerning trees considered as dangerous, the moving of buildings on city streets, and for all other purposes.

Beauharnois, December 1st, 1959.

52451-50-4 FRANÇOIS DORVAL,
Attorney for the petitioner.

VILLE DE REPENTIGNY

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Repentigny", s'adressera à la législature de la Province de Québec, à la présente session, pour prévoir et régler certains travaux de rues, pavages, égouts ou aqueduc; acquérir et construire dans égouts et aqueducs dans les rues privées et ruelles; pouvoir enrayer certaines nuisances; légiférer sur le stationnement et l'établissement des roulottes dans la ville; pourvoir aux vacances dans les charges du maire et/ou d'échevins; prévoir les qualifications requises pour se porter candidat et occuper les charges de maire et d'échevin; se porter garante ou endosseur de tout montant emprunté par émission d'obligations ou autrement, pour la construction d'un hôpital; centre de loisirs, ou compagnie provinciale de téléphone, par des corporations légalement constituées; et pour autres fins.

Montréal, le 26 novembre 1959.

Les Procureurs du pétitionnaire,
52452-50-4-o LAGANIÈRE, BÉLANGER
& PAGE.

TOWN OF REPENTIGNY

Public notice is hereby given that the "Town of Repentigny", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session, to foresee and regulate certain works on streets, pavements, sewers or aqueducts; to acquire and build sewers and aqueducts in private streets and lanes; to aliminate certain public nuisances; to make regulations concerning parking and the establishment of peddlars in the town; provide replacements in the duties of the mayor and/or aldermen; to foresee that candidates running for mayor and aldermen have the required qualifications; to guarantee or endorse any amount borrowed by bond issue or otherwise, for the construction of a hospital, recreational center, or provincial telephone company, by legally incorporated corporations, and for all other purposes.

Montreal, November 26, 1959.

52452-50-4 LAGANIÈRE, BÉLANGER
& PAGE,
Attorneys for the Petitioner.

PAROISSE DE SAINT-CHARLES DE LACHENAIE

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la "Paroisse de Saint-Charles de Lachenaie", s'adressera à la législature de la Province de Québec, à la présente session, pour fixer la date et les modalités des élections; régir les permis de construction; fixer l'emplacement des rues sur tout terrain à subdiviser; régler la subdivision des lots; régler la construction et le zonage; régler la construction des conduites d'eau et d'égout; faire des dons aux oeuvres de charité et organisations de loisirs; accorder rémunération au maire et aux échevins; et pour autres fins apparaissant au projet de loi.

Montréal, le 26 novembre 1959.

Les Procureurs du pétitionnaire,
52453-50-4-o LAGANIÈRE, BÉLANGER
& PAGE.

PARISH OF SAINT-CHARLES DE LACHENAIE

Public notice is hereby given that the Corporation of the "Parish of Saint-Charles de Lachenaie" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session to fix the date and methods of election; to govern building permits; to fix street emplacements on any land to be subdivided; to regulate subdivision of lots; to regulate building and zoning; to regulate the construction of water and sewer conduits; to give gifts for charitable works and recreational organizations; to grant remuneration to the mayor and aldermen; and for other purposes appearing in the bill.

Montreal, November 26, 1959.

52453-50-4 LAGANIÈRE, BÉLANGER,
& PAGE,
Attorneys for the petitioner.

JOSEPH-MAURICE-ANTOINE GRIGGS

Avis est par les présentes, donné, que Joseph-Maurice-Antoine Miso, "Moisan", employé de Bailey Meter Co., résidant et domicilié à 1260 Boul. O'Brien, cité de St. Laurent, district de Montréal, présentera une pétition à la présente session de la Législature de Québec, pour l'adoption d'une loi changeant son nom de famille en celui de: "Joseph-Maurice-Antoine Griggs", et pour autres fins.

Montréal, le 10 décembre 1959.

Le Procureur du requérant,
52522-51-4-o ANDRÉ BÉLANGER.

JOSEPH-MAURICE-ANTOINE GRIGGS

Notice is hereby given that Joseph-Maurice-Antoine Miso "Moisan", employed at the "Bailey Meter Co.", domiciled and residing at 1260 O'Brien Blvd., in the city of St. Laurent, district of Montreal, will apply at the present session of the Quebec Legislature for an act to change his family name to that of: "Joseph-Maurice-Antoine Griggs", and for other purposes.

Montreal, this 10th day of December, 1959.

52522-51-4-o ANDRÉ BÉLANGER,
Attorney for the Petitioner.

LA CORPORATION DE GAZ SAGUENAY- LAC-ST-JEAN ENR.

Avis est par les présentes donné que "La Corporation de Gaz Saguenay-Lac-St-Jean Enr." s'adressera à la Législature de la province de

LA CORPORATION DE GAZ SAGUENAY- LAC-ST-JEAN ENR.

Notice is hereby given that "La Corporation de Gaz Saguenay-Lac-St-Jean Enr." will apply to the Legislature of the Province of Quebec at

Québec à sa présente session pour l'adoption d'une loi l'autorisant:

1° A acquérir de gré à gré ou par expropriation, tous droits de passage, servitudes et terrains nécessaires pour la construction de pipe-lines pour la transmission et la distribution du gaz naturel dans les comtés de Chicoutimi, Jonquière, Kénogami, Roberval, Lac St-Jean.

2° A acquérir, de gré à gré, tout système de distribution de gaz avec toutes franchises, droits de passage et servitudes s'y rattachant et à les exercer et

3° A exercer dans les limites du territoire susdit les pouvoirs énoncés dans les articles 63 à 71 et 73 à 76 inclusivement de la Loi des compagnies de Gaz et d'eau (S.R.Q. 1941, c. 294);

4° A obtenir de toute corporation municipale comprise dans le territoire ci-dessus, sur simple résolution, sans autre formalité, une franchise n'excédant pas vingt-cinq (25) ans et comportant le droit exclusif de vendre et distribuer le gaz par tuyau ou autrement et de placer les tuyaux et autres accessoires nécessaires dans les limites de leur territoire respectif.

Chicoutimi, 4 décembre 1959.

Le Procureur des pétitionnaires,
52529-51-40 JEAN-PAUL GRAVEL.

CITÉ DE QUÉBEC

La cité de Québec donne avis qu'elle s'adressera à la Législature, à sa présente session, pour demander l'autorisation de contracter les emprunts suivants:

\$300,000.00 pour le prolongement du Boulevard Talbot dans la cité;

\$650,000.00 pour le prolongement du Boulevard St-Cyrille, à l'est de la rue Claire-Fontaine;

\$250,000.00 pour l'assainissement de la Rivière Lairet;

\$1,000,000.00 pour le prolongement du Boulevard Charest, depuis la rue de Mazenod vers l'ouest;

\$160,000.00 pour la réfection en grillage d'acier du pavé des ponts Samson, Dorchester et Drouin;

\$250,000.00 pour la construction et le remplacement de pavages permanents;

\$200,000.00 annuellement pour la mise en forme et le gravellage des rues où les propriétaires riverains auront garanti 6% du coût de tels travaux.

La cité demandera en même temps de modifier la loi qui lui permet d'exercer un recours pour les frais d'hospitalisation à l'Hôpital Civique;

De vendre de gré à gré le lot 46-29 du cadastre officiel de Notre-Dame-de-Québec, banlieue;

De vendre de gré à gré ou de céder gratuitement à La commission scolaire catholique de Québec le lot 510 du cadastre officiel de St-Roch-Nord, qui a été utilisé à la construction d'une école secondaire;

De confier l'administration de ses fonds de pension à des compagnies d'assurance-vie ou autres institutions émettant des rentes viagères ou à des compagnies de fiducie, sujet à l'assentiment des employés concernés et à l'approbation du Surintendant des assurances;

De permettre aux Prévoyants du Canada d'exercer sur les immeubles acquis récemment les mêmes droits qu'ils possèdent déjà pour le lot 227-367 du cadastre officiel pour la paroisse de St-Colomb-de-Sillery;

De fixer l'évaluation des immeubles du "Cercle Universitaire Québec" à la somme de \$75,000.00 pour une période de six ans, à compter du 1er mai 1960;

De décréter que le lot 589-A du cadastre officiel de la paroisse de St-Roch-Nord fait partie de la

its present session for the adoption of a bill authorizing it:

1. To acquire by mutual agreement or by expropriation, all rights of way, servitudes and lands necessary for the construction of pipe-lines for the transmission and distribution of natural gas in the counties of Chicoutimi, Jonquière, Kénogami, Roberval, Lake St-John.

2. To acquire, by mutual agreement, any gas distributing system with all franchises, rights-of-way and servitudes thereto attached and to carry on therewith and

3. To exercise, within the limits of the above said territory, the powers stated in articles 63 to 71 and 73 to 76 inclusively of the Gas and Water Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 294);

4. To obtain from any municipal corporation comprised in the above territory, by a simple resolution, without any other formality, a franchise not to exceed twenty-five (25) years and including the exclusive right to sell and distribute gas by pipe-line or otherwise and to place pipes and other necessary accessories within the limits of their respective territories.

Chicoutimi, December 4, 1959.

JEAN-PAUL GRAVEL,
52529-51-4 Attorney for the Petitioners.

CITY OF QUEBEC

The City of Quebec gives notice that it will apply to the Legislature, at its present session, to request authorization to contract the following loans:

\$300,000.00 for the extension of the Talbot Boulevard in the City;

\$650,000.00 for the extension of St-Cyrille Boulevard, East of Claire-Fontaine Street;

\$250,000.00 for the purification the Lairet River;

\$1,000,000.00 for the extension of Charest Boulevard, from Mazenod Street towards the West;

\$160,000.00 for the restauration of the steel grillage in the pavements of the Samson, Dorchester and Drouin bridges;

\$250,000.00 for the construction and replacement of permanent pavements;

\$200,000.00 annually for the formation and the gravelling of streets where riparian proprietors have guaranteed 6% of the cost of such work.

The city will request at the same time to modify the law so as to allow it to exercise a redress for hospitalization costs at the Civic Hospital;

To sell by agreement lot 46-29 of the official cadaster of Notre-Dame-de-Québec, outskirts;

To sell by agreement or to cede, free of charge, to the Catholic School Commission of Quebec lot 510 of the official cadaster of St-Roch-North, which has been used for the construction of a High School;

To entrust the administration of its pension fund to life insurance companies or to other institutions issuing life annuities or to trust companies, subject to the assent of the employees concerned and to the approval of the Superintendent of Insurance;

To allow the "Prévoyants du Canada" to exercise on the immoveables recently acquired, the same rights they already possess on lot 227-367 of the official cadaster for the parish of St-Colomb-de-Sillery;

To fix the valuation of the immoveables of the "Cercle Universitaire Québec" to the amount of \$75,000.00 for a period of six years, as from May 1st, 1960;

To enact that lot 589-A of the official cadaster for the parish of St-Roch-North form part of the

paroisse de St-Michel-Archange, pour toutes fins civiles et municipales;

D'accorder à la cité le pouvoir de réglementer la construction le long de l'Avenue Belvédère dans la section située au nord de la rue St-Cyrille, et à l'égard du Chemin Ste-Foy, dans la section comprise entre les Avenues Belvédère et Eymard;

Pour obtenir l'autorisation de louer par bail emphytéotique le sous-sol des lots qui constituent le Carré Jacques-Cartier, pour y construire un garage souterrain et fixer en même temps l'évaluation des immeubles y érigés à cette fin;

Pour être autorisée à accorder, pendant cinq ans, une exemption de 50% de la taxe foncière générale municipale sur les immeubles construits depuis le 1er mai 1956 pour le stationnement et le remisage des automobiles;

Pour déterminer à quelles conditions la preuve de documents officiels photographiés et subséquemment détruits pourra être faite;

Pour accorder aux veuves d'un juge de la Cour Municipale la même pension que celle déjà accordée aux veuves des juges des autres Cours provinciales;

Pour accorder à ceux qui auront rempli la fonction de maire ou d'échevin de la cité une pension annuelle contributoire dont le montant sera égal à 50% ou à 75% de leur indemnité, selon que les titulaires auront été en fonction pendant trois ou quatre termes complets;

Et tous autres amendements qui pourraient être jugés nécessaires dans l'intérêt de la cité.

Québec, 29 décembre 1959.

Les Procureurs de la cité,
PELLETIER, GODBOUT
& LECLERC.

52648-1-4-o

parish of St-Michel-Archange, for all civil and municipal purposes;

To grant to the city the power of regulating construction along Belvedere Avenue in the section situated North of St-Cyrille Street, and with regard to Ste-Foy Road, in the section comprised between the Avenues of Belvedere and Eymard;

To obtain authorization to rent by emphyteutic lease the subsoil of lots which constitute Jacques-Cartier Square, so as to build thereon a subterranean garage and to also fix the valuation of immovables erected thereon for this purposes;

To be authorized to grant, during five years, an exemption of 50% of the general municipal ground rent on the immovables erected since May 1st 1956 for the parking and storage of automobiles;

To determine on what conditions proof may be made of photographed official documents and subsequently destroyed;

To grant to the widows of a Municipal Court Judge the same pension as that already granted to the widows of other Provincial Courts;

To allow to those who have carried on the duties of mayor or aldermen of the City, a contributory annual pension, the amount of which shall be equal to 50% or 75% of their indemnity, providing the titular shall have been in office for three or four complete terms;

And all other amendments which may be deemed necessary in the interest of the City.

Quebec, December 29, 1959.

PELLETIER, GODBOUT
& LECLERC,
Attorneys for the City.

52648-1-4

Département de l'Agriculture

CERCLE AGRICOLE DE LA PAROISSE DE ST-PAMPHILE

Avis est donné que le ministre de l'Agriculture a autorisé la formation d'un cercle agricole dans le comté de l'Islet, sous le nom de "Cercle agricole de la paroisse de St-Pamphile", conformément à la loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118).

Daté du bureau du ministre de l'Agriculture, le 18 décembre 1959.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
R. TRÉPANIÉ.

52611-o

Department of Agriculture

FARM CLUB OF THE PARISH OF ST-PAMPHILE

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has authorized the formation of a Farmers' Club in the county of L'Islet, under the name of "Farm club of the Parish of St-Pamphile", pursuant to the Farmers' Club Act, (R.S.Q., 1941, chap. 118).

Dated at the office of the Minister of Agriculture, December 18, 1959.

R. TRÉPANIÉ,
Deputy Minister of Agriculture.

52611

Département de l'Instruction publique

N° 450-58. MUNICIPALITÉ SCOLAIRE CATHOLIQUE DE BEDFORD

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Armand-Ouest, dans le comté de Missisquoi, les lots 1171, 2078, 2079, 2080 et 2085, tous du cadastre officiel du canton de Stanbridge, à distraire cependant dudit lot 2085, les parties détachées et vendues à MM. Rubon Jones et Joseph Maurice et les annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de Bedford, dans le même comté.

Québec, le 18 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

52589-52-2-o

Department of Education

No. 450-58. CATHOLIC SCHOOL MUNICIPALITY OF BEDFORD

Application is made to detach from the school municipality of St-Armand-West, in the county of Missisquoi, lots 1171, 2078, 2079, 2080 and 2085, all of the official cadaster of the township of Stanbridge, to withdraw, however, from the said lot 2085 the parts detached and sold to Messrs. Rubon Jones and Joseph Maurice and annex them, for the Catholic ratepayers only, to the Catholic School of Bedford, in the same county.

Quebec, December 18, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

52589-52-2

No. 1210-59.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE
DE ST-CLET NO 1**

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Clet N° 1, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, à la municipalité scolaire de St-Clet, même comté.

Québec, le 18 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
52590-52-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1082-59.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE FERLAND

Demande est faite de rectifier les limites de la municipalité scolaire de Ferland, dans le comté de Chicoutimi, de manière qu'elles comprennent à l'avenir tout le territoire du canton Ferland, tel qu'érigé par proclamation en date du 3 août 1916, moins toutefois les lots 1 à 6 des rangs est et ouest Bras Hamel, Rivière Ha! Ha!, appartenant actuellement à la municipalité scolaire de Boileau.

Québec, le 21 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
52598-52-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 1210-59.

**SCHOOL MUNICIPALITY
OF ST-CLET NO 1**

Application is made to annex the present territory of the school municipality of St-Clet No. 1, in the county of Vaudreuil-Soulanges, to the school municipality of St-Clet, same county.

Quebec, December 18, 1959.

52590-52-2 O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 1082-59.

SCHOOL MUNICIPALITY OF FERLAND

Application is made to rectify the limits of the school municipality of Ferland, in the county of Chicoutimi, so that they will comprise, in future, all the territory of the township of Ferland, as erected by proclamation dated August 3, 1916, less however, lots 1 to 6 of the east and west ranges of Bras Hamel, Ha! Ha! River, presently belonging to the school municipality of Boileau.

Quebec, December 21, 1959.

52598-52-2 O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Mines**AVIS DE RÉVOCATION DES DROITS DE
MINE**

Conformément aux articles 50, 51, 51A et suivants de la Loi des mines de Québec (S.R.Q. 1941, ch. 196) tels qu'amendés par 3-4 Elizabeth II, ch. 38, avis est présentement donné aux détenteurs des droits de mine sur les terrains ci-dessous mentionnés qu'après un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date du présent avis, le Ministre des Mines recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil, la révocation quant aux droits de mine de ces terrains, si l'exploitation d'iceux est demeurée inactive durant les vingt et une années qui ont suivi le 1er mars 1934, à savoir:

Dans le canton d'Halifax: Rang I, lot 11; rang II, lot 11; rang III, lots 12, 13, 14.

Dans le canton de Leeds: Rang XIII, lots 11 (11A, 11B cadastre); 12 (12A, 12B cadastre); 13 (13A, 13B, 13C cadastre); 14 (14A, 14B cadastre); 15 (15A, 15B cadastre); rang XIV, lots 11 (11A, 11B cadastre); 12 (12A, 12B, 12C, 12D cadastre); ptie du lot 15 (15A cadastre).

Québec, 28 décembre 1959.

Le Sous-ministre,
52634-1-2-o A. O. DUFRESNE.

Department of Mines**NOTICE OF REVOCATION OF MINING
RIGHTS**

Pursuant to sections 50, 51, 51A and following of the Quebec Mining Act (R.S.Q. 1941, ch. 196) as amended by 3-4 Elizabeth II, ch. 38, notice is hereby given to the holders of mining rights on the parcels of land here under listed, that after a delay of ninety days from the date of the present notice, the Minister of Mines will recommend to the Lieutenant-Governor in Council, the revocation of the mining rights on these concessions of land, the working of which has remained inactive during the twenty-one years following the first of March 1934, to wit:

In Halifax township: Range I, lot 11; range II, lot 11; range III, lots 12, 13, 14.

In Leeds township: Range XIII, lots 11 (11A, 11B cad.); 12 (12A, 12B cad.); 13 (13A, 13B, 13C cad.); 14 (14A, 14B cad.); 15 (15A, 15B cad.); range XIV, lots 11 (11A, 11B cad.); 12 (12A, 12B, 12C, 12D cad.); part of lot 15 (15A cad.).

Quebec, December 28th, 1959.

52634-1-2-o A. O. DUFRESNE,
Deputy Minister.

**Département des
Terres et Forêts****AVIS**

Cadastre officiel de la paroisse de Lachine (municipalité de la cité de LaSalle) division d'enregistrement de Montréal

Avis est par la présente donné que le lot 970-35 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 décembre 1959.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
52610-o AVILA BÉDARD.

**Department of
Land and Forest****NOTICE**

Official cadastre of the parish of Lachine (municipality of city of LaSalle) registration division of Montreal

Notice is hereby given that lot 970-35 has been cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 16, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Luc (municipalité de la paroisse de St-Luc) division d'enregistrement de Saint-Jean

Avis est par la présente donné que les lots 137-1 à 137-11 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 décembre 1959.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

52610-o

Official cadastre of the parish of St-Luc (municipality of the parish of St-Luc) registration division of Saint-Jean

Notice is hereby given that lots 137-1 to 137-11 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 21, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

52610-o

Cadastre officiel du canton de Thetford (municipalité de la cité de Thetford Mines) division d'enregistrement de Thetford

Avis est par la présente donné que le lot 24-C-210 est annulé et le lot 24-C-211 est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 novembre 1959.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

52610-o

Official cadastre of the township of Thetford (municipality of the city of Thetford Mines) registration division of Thetford

Notice is hereby given that lot 24-C-210 has been cancelled and lot 24-C-211 has been corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 18, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

52610-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Employés de garage — Drummond

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garage dans le district électoral de Drummond, rendue obligatoire par le décret numéro 102 du 31 janvier 1957 et amendement, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1^o Le paragraphe "a" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"IV. *Taux minima de salaires:* a) Pour les fins du présent article, la juridiction territoriale est divisée en deux (2) zones et les taux minima suivants doivent être payés aux salariés ci-après mentionnés:

Zone I: La cité de Drummondville et tout le territoire qui se trouve à l'intérieur d'un cercle ayant pour limite et comprenant les municipalités de Saint-Cyrille de Wendover et Saint-Nicéphore.

Zone II: Le reste de la juridiction territoriale.

Dans les garages	
Métiers	Taux horaires Zone I
Mécanicien:	
1ère classe	\$ 1.55
2ème classe	1.35
3ème classe	1.20
Machiniste ajusteur:	
1ère classe	1.55
2ème classe	1.35
3ème classe	1.20
Débossleur:	
1ère classe	1.55
2ème classe	1.35
Apprenti (compagnon):	
1ère année	0.80

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

Garage employees — Drummond

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the garage employees in the electoral district of Drummond, rendered obligatory by the decree number 102 of January 31, 1957 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments:

1. Paragraph "a" of article IV will be replaced by the following:

"IV. *Minimum rates of wages:* a) For the purposes of the present section, the territorial jurisdiction is divided into two (2) zones and the following minimum rates shall be paid to the employees hereafter mentioned:

Zone I: The city of Drummondville and the entire territory within a circle limited to and comprising the municipalities of Saint-Cyrille de Wendover and Saint-Nicéphore.

Zone II: The remainder of the territorial jurisdiction.

In the garages	
Trades:	Per hour Zone I
Mechanic:	
1st class	\$ 1.55
2nd class	1.35
3rd class	1.20
Machinist-fitter:	
1st class	1.55
2nd class	1.35
3rd class	1.20
Bodyworker:	
1st class	1.55
2nd class	1.35
Apprentice (journeyman):	
1st year	0.80

	Taux horaires Zone I		Per hour Zone I
2ème année	\$ 0.95	2nd year	\$ 0.95
3ème année	1.05	3rd year	1.05
Enlèvement et Balancement des roues	1.35	Wheel aligning and balancing	1.35
Graisneur spécialisé	1.30	Specialized greaser	1.30
Homme de Service	1.10	Service-man	1.10
Apprenti:		Apprentice:	
Moins de 18 ans:		Under 18 years of age:	
1ère année	0.55	1st year	0.55
2ème année	0.65	2nd year	0.65
18 ans et plus:		18 or over 18 years of age:	
1ère année	0.65	1st year	0.65
2ème année	0.80	2nd year	0.80
3ème année	0.90	3rd year	0.90

	Taux hebdomadaires		per week
Préposé aux pièces:		Parts department employee:	
1ère année	\$25.00	1st year	\$25.00
2ème année	30.00	2nd year	30.00
3ème année	35.00	3rd year	35.00
Préposé aux pièces:		Parts department employee:	
Homme en charge	65.00	Head clerk	65.00
Assistant	50.00	Assistant head clerk	50.00
Assistant du gérant de service	45.00	Service manager assistant	45.00
Gardien (préposé à la surveillance et à l'entretien)	40.00	Watchman (watching and maintenance)	40.00

Dans les stations de service

In Service Stations

	Taux horaires		Per hour
Homme de service	\$ 1.05	Service man	\$ 1.05
Apprenti:		Apprentice:	
Moins de 18 ans:		Under 18 years of age:	
1ère année	0.50	1st year	0.50
2ème année	0.60	2nd year	0.60
18 ans et plus:		18 or over 18 years of age:	
1ère année	0.60	1st year	0.60
2ème année	0.75	2nd year	0.75
3ème année	0.85	3rd year	0.85

Zone II: Les taux minima ci-haut mentionnés sont réduits de \$0.10 l'heure."

Zone II: The above minimum rates shall be reduced by \$0.10 per hour."

2° L'article IX sera remplacé par le suivant:

2. Article IX will be replaced by the following:

"IX. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 30 septembre 1960. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 30 septembre de l'année 1960 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

"IX. *Duration of the decree*: The decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains effective until September 30, 1960. It then renews itself automatically from year to year unless a notice of termination be served by one party hereto to the other within the period extending from the sixty (60) to the thirty (30) day prior to September 30 of the year 1960 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 janvier 1960.

Department of Labour,
Quebec, January 2, 1960.

52629-o

52629-o

Département de la Voirie

AVIS

Le ministère de la Voirie cessera à l'avenir d'entretenir les sections de routes ci-après désignées, parce qu'elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Dans la municipalité du canton d'Ascot, comté de Sherbrooke:

Route N° 28 — Beauceville-Sherbrooke:

Une section de 1200 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 12A et 12B;

Une section de 1000 pieds, au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 11D et 11E.

Dans la municipalité d'Ascot-Nord, comté de Sherbrooke:

Chemin Duplessis:

Une section de 670 pieds, à l'est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis le lot N° 25.

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Croix, comté de Lotbinière:

Route Ste-Croix-Dosquet:

Une section de 1350 pieds, à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P.245, P.246, P.247, P.251, P.253 et P.255.

Chemin du Troisième Rang Ouest:

Une section de 500 pieds, au nord du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 407 et 408;

Une section de 1140 pieds, au nord du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 399 à 402 inclusivement;

Une section de 1050 pieds, au nord-ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 389, P.391, 392, 229 et 230.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Edouard, comté de Lotbinière:

Chemin du rang rivière Bois-Clair Est:

Une section de 1105 pieds, au nord du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 234, 235, 237, 238, 239 et 243;

Une section de 1180 pieds, au nord du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 221, 223, 224, 226, 227, 228 et 229.

Québec, le 17 décembre 1959.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

52612-o

Department of Roads

NOTICE

The Department of Roads shall cease hereafter to maintain sections of roads hereinafter designated because they have become useless to traffic:

In the municipality of the township of Ascot, county of Sherbrooke:

Route No. 28 — Beauceville-Sherbrooke:

A section of 1200 feet, north of the new route, on or facing lots Nos. 12A and 12B;

A section of 1000 feet, south of the new route, on or facing lots Nos. 11D and 11E.

In the municipality of Ascot-North, county of Sherbrooke:

Duplessis Road:

A section of 670 feet, east of the new road, on or facing lot No. 25.

In the municipality of the parish of Ste-Croix, county of Lotbinière:

Route Ste-Croix-Dosquet:

A section of 1350 feet, east of the new road, or facing lots Nos. P.245, P.246, P.247, P.251, P.253 and P.255.

Road of the Third West Range:

A section of 500 feet, north of the new road, on or facing lots Nos. 407 and 408;

A section of 1140 feet, north of the new road, on or facing lots Nos. 399 to 402 inclusively;

A section of 1050 feet, northwest of the road, on or facing lots Nos. 389, P.391, 392, 229 and 230.

In the municipality of the parish of St-Edouard, county of Lotbinière:

Road of the Bois-Clair River Range-East:

A section of 1150 feet, north of the new road, on or facing lots Nos. 234, 235, 237, 238, 239 and 243;

A section of 1180 feet, north of the new road, on or facing lots Nos. 221, 223, 224, 226, 227, 228 and 229.

Québec, December 17, 1959.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

52612

Ministère des Finances Assurances

L'ASSURANCE-VIE-DESJARDINS DESJARDINS MUTUAL LIFE ASSURANCE COMPANY

Avis d'émission de permis et de certificat
d'enregistrement

Avis est donné par les présentes que "L'Assurance-Vie Desjardins — Desjardins Mutual Life Assurance Company", constituée en corporation par la Loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 60 des Statuts du Canada et enregistrée sous le numéro 618, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 1912 qui l'autorise, à compter du 1er décembre 1959, à effectuer dans la province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Vie; Accident et Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à 59, avenue Bégin, Lévis, province de Québec.

Department of Finance Insurance

DESJARDINS MUTUAL LIFE ASSURANCE COMPANY L'ASSURANCE-VIE-DESJARDINS

Notice of issue of Licence and Certificate
of Reegistration

Notice is hereby given that "Desjardins Mutual Life Assurance Company — L'Assurance-Vie Desjardins", incorporated by the Act 7-8 Elizabeth II, chapter 60 of the Statutes of Canada and registered under number 618, has obtained the license and certificate of registry number 1912 authorizing it, as from the 1st of December 1959, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Life; Accident and Sickness.

The head office of the company is situate at 59 Begin Avenue, Lévis, Province of Québec.

Donné au bureau du Service des assurances,
Ministère des finances, le 28 décembre 1959.
Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
52631-1-2-o Surintendant des assurances.

L'UNION ST-JOSEPH À ST-ROCH DE QUÉBEC

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Attendu que "L'Union St-Joseph à St-Roch de Québec", dont le siège social était situé à Québec, Province de Québec, s'est fusionnée avec La Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la vie, dont le siège social est situé à Québec, Province de Québec, en vertu d'un contrat de fusion signé devant Me Wilfrid Bolduc, notaire, et enregistré sous le numéro 20,582 de ses minutes dont une copie authentique est déposée au Service des assurances;

Attendu que par l'arrêté numéro 1448, en date du 23 décembre 1959, le lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé ledit contrat de fusion conformément aux dispositions de l'article 266 de la Loi des assurances de Québec, chapitre 299, S.R. 1941;

Attendu que ce contrat de fusion a pris effet le 26 décembre 1959, date de la publication de l'avis prévu à l'article 268 de ladite loi;

En conséquence, avis est, par les présentes, donné que le permis et l'enregistrement de l'Union St-Joseph à St-Roch de Québec sont annulés à compter du 26 décembre 1959.

Donné au bureau du Service des assurances,
Ministère des finances ce 28 décembre 1959.
GEORGES LAFRANCE,
52631-1-2-o Surintendant des assurances.

ASSOCIATION DE BIENFAISANCE DES POMPIERS DE MONTRÉAL

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Attendu que l'"Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal", à une assemblée générale spéciale de ses membres tenue les 5, 6 et 7 août 1959, a adopté un règlement à l'effet de liquider volontairement ses affaires en conformité de l'article 276 de la Loi des assurances de Québec, chapitre 299, S.R. 1941;

Attendu qu'un avis à cet effet a été publié dans les numéros de la *Gazette officielle de Québec* du 29 août et du 5 septembre 1959, dans les numéros du *Montréal-Matin* du 25 et du 31 août 1959 et dans les numéros de *The Gazette* du 26 et du 31 août 1959;

Attendu que Lactance Roberge, directeur des finances de la cité de Montréal, a été nommé liquidateur de ladite association le 1er septembre 1959 et qu'un avis à cet effet a été publié dans le numéro de la *Gazette officielle de Québec* du 19 septembre 1959;

En conséquence, en conformité des articles 111 et 123 de la Loi des assurances de Québec, chapitre 299, S.R. 1941, les permis et enregistrement de l'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal sont annulés à compter du 7 août 1959.

Donné au bureau du Service des assurances en conformité de l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, chapitre 299, S.R. 1941, ce 29 décembre 1959.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
52631-1-2-o Surintendant des assurances.

Given at the office of the Insurance Branch,
Department of Finance, the 28th of December
1959. For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
52631-1-2-o Superintendent of Insurance.

L'UNION ST-JOSEPH À ST-ROCH DE QUÉBEC

Notice of cancellation of licence and registration

Whereas "L'Union St-Joseph à St-Roch de Québec", whose head office was situate in Québec, Province of Québec, was amalgamated with La Solidarité, compagnie d'Assurance sur la vie, whose head office is situate in Québec, Province of Québec, in accordance with a contract of amalgamation signed before Me Wilfrid Bolduc, notary, and registered under number 20,582 of his minutes, an authentic copy of which is deposited with the Insurance Branch;

Whereas by the order number 1448, dated the 23rd of December 1959, the Lieutenant-Governor in council has approved the said contract of amalgamation pursuant to the provisions of section 266 of the Quebec Insurance Act, chapter 299, R.S. 1941;

Whereas this contract of amalgamation has taken effect on the 26th of December 1959, date of the publication of the notice contemplated in section 268 of the said act;

Therefore, notice is hereby given that the licence and registration of L'Union St-Joseph à St-Roch de Québec are cancelled as from the 26th of December 1959.

Given at the office of the Insurance Branch,
Department of Finance this 28th of December
1959. **GEORGES LAFRANCE,**
52631-1-2-o Superintendent of Insurance.

MONTREAL FIREMEN'S BENEFIT ASSOCIATION

Notice of cancellation of license and registration

Whereas the "Montreal Firemen's Benefit Association", at a special general meeting of its members held on the 5th, 6th and 7th of August, 1959, has adopted a by-law providing for its voluntary liquidation in accordance with section 276 of the Quebec Insurance Act, chapter 299, R.S. 1941;

Whereas a notice to this effect has been published in the issues of the *Quebec Official Gazette* of the 29th of August and the 5th of September, 1959, in the issues of *Montréal-Matin* of the 25th and 31st of August, 1959 and in the issues of *The Gazette* of the 26th and 31st of August, 1959;

Whereas Lactance Roberge, director of finance of the city of Montreal, has been appointed liquidator of the said association on the 1st of September 1959 and that a notice to this effect has been published in the issue of the *Quebec Official Gazette* of the 19th of September, 1959;

Therefore, in accordance with sections 111 and 123 of the Quebec Insurance Act, chapter 299, R.S. 1941, the license and registration of the Montreal Firemen's Benefit Association are cancelled as from the 7th of August, 1959.

Given at the office of the Insurance Branch in accordance with section 121 of the Quebec Insurance Act, chapter 299, R.S. 1941, this 29th of December, 1959.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
52631-1-2-o Superintendent of Insurance.

Sièges sociaux

HASTINGS MINING AND DEVELOPMENT CO. LTD

(No Personal Liability)

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Hastings Mining and Development Co. Ltd", constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies Minières de Québec par lettres patentes en date du 4 avril 1955 et par lettres patentes supplémentaires en date du 25 janvier 1956 et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son bureau principal à la suite 1403 Edifice Aldred, 507 Place d'Armes, Montréal, Qué.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 15 décembre 1959.

(Seau)
52621-o

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ BEAUCHEMIN.

COULOMBE & FILS INC.

Avis est donné que la compagnie "Coulombe & Fils Inc.", constituée en corporation par lettres patentes, en date du 13 mai, 1955, avec siège social au N° 226 de la rue Principale, en la cité de Granby, district de Bedford, a transporté, au cours du mois d'août 1958, son siège social au N° 226 de la rue Robinson Sud, en ladite cité de Granby, district de Bedford, province de Québec.

Depuis la susdite date, ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son principal bureau.

Daté à Granby, P.Q., ce 21 décembre, 1959.

52622-o

Le Président,
EMMANUEL COULOMBE.

HOGAR CO. LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Hogar Co. Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 23e jour de septembre 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à chambre 502, 1449 rue St-Alexandre, Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 22e jour de décembre 1959.

52623

Le Président,
JOSEPH HOPMEYER.

QUENO ROAD CONSTRUCTION LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Queno Road Construction Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies du Dominion, le 12 mai 1958 a établi son siège social à 3826 rue St-Hubert, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 18e jour de décembre 1959.

52624

Le Vice-président,
THÉRÈSE DURHAM.

Head Offices

HASTINGS MINING AND DEVELOPMENT CO. LTD

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Hastings Mining and Development Co. Ltd", incorporated under the provisions of Quebec Mining Companies Act by letters patent dated 4th April 1955 and supplementary letters patent dated 25th January 1956, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at room 1403 Aldred Building, 507 Place d'Armes, Montreal, Que.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 15th day of December 1959.

(Seal)
52621-o

ANDRÉ BEAUCHEMIN,
Secretary-Treasurer.

COULOMBE & FILS INC.

Notice is given that the company "Coulombe & Fils Inc.", incorporated by letters patent, dated May 13, 1955, with head office at No. 226 Principal Street, in the city of Granby, district of Bedford, has transferred, during the month of August, 1958, its head office to No. 226 Robinson Street, South, in the said city of Granby, district of Bedford, Province of Quebec.

As from the above mentioned date, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Granby, P.Q. this 21st day of December, 1959.

52622

EMMANUEL COULOMBE,
President.

HOGAR CO. LTD.

Notice is hereby given that "Hogar Co. Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 23rd day of September 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at Room 502, 1449 St. Alexander Street, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 22nd day of December 1959.

52623-o

JOSEPH HOPMEYER,
President.

QUENO ROAD CONSTRUCTION LTD.

Notice is hereby given that "Queno Road Construction Ltd.", incorporated by letters patent under part I of the Dominion Companies Act on May 12th, 1958, has established its head office at 3826 St. Hubert St., Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 18th day of December, 1959.

52624-o

THÉRÈSE DURHAM,
Vice-President.

CHEMCELL PROPERTIES LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Chemcell Properties Limited", constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 11 novembre 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son siège social à 1600 ouest, rue Dorchester, en ladite cité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q. ce 2e jour de décembre 1959.

52625 Le Président,
MAXWELL W. MACKENZIE.

A.A.L. METAL, INC.

Avis est donné que la compagnie "A.A.L. Metal, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 août 1959, et ayant son bureau principal dans la cité de Saint-Jérôme, a établi son bureau au numéro: 378 rue Sainte-Anne.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Saint-Jérôme, ce 15ième jour d'octobre 1959.

52626-o ANDRÉ LANTHIER.

DONALD HOLDINGS LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Donald Holdings Ltd.", constitué en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 13e jour de mai 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 464 rue St-Jean, en ladite cité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 14e jour de mai 1959.

52640 Le Secrétaire,
PHILIP F. VINEBERG.

LACOLLE CONSTRUCTION INCORPORÉE

Avis est donné que "Lacolle Construction Incorporée", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 29 septembre 1959, et ayant son principal siège social à Lacolle, district d'Iberville, Province de Québec, a établi son bureau à Lacolle.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation, comme étant son siège social.

Daté à Lacolle, ce 22ième jour de décembre 1959.

(Sceau) Le Secrétaire,
52641-o ADRIEN GIROUX.

LES IMMEUBLES ST-ZOTIQUE INC.

Avis est donné que la compagnie "Les Immeubles St-Zotique Inc.", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du dixième jour de novembre 1958, a son bureau principal à Montréal, au numéro 1964 rue St-Zotique est.

CHEMCELL PROPERTIES LIMITED

Notice is hereby given that "Chemcell Properties Limited", incorporated by letters patent under the provision of Part I of the Quebec Companies Act on November 11, 1959, and having its head office in the city of Montreal in the Province of Quebec, has established its head office at 1600 Dorchester Street West in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 2nd day of December, 1959.

52625-o MAXWELL W. MACKENZIE,
President.

A.A.L. METAL, INC.

Notice is given that the company "A.A.L. Metal, Inc.", incorporated into a corporation by letters patent dated August 12, 1959, and having its head office in the city of Saint-Jérôme, has established its office at number: 378 Sainte-Anne Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Saint-Jérôme, this 15th day of October, 1959.

52626 ANDRÉ LANTHIER.

DONALD HOLDINGS LTD.

Notice is hereby given that "Donald Holdings Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 13th day of May, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 464 St. John Street, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal this 14th day of May, 1959.

52640 PHILIP F. VINEBERG,
Secretary.

LACOLLE CONSTRUCTION INCORPORÉE

Notice is hereby given that "Lacolle Construction Incorporée", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, on the September 29th 1959, and having its head office in the Province of Quebec, at Lacolle, district of Iberville, has established its head office at Lacolle.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Lacolle, district of Iberville, this 22nd day of december 1959.

(Seal) ADRIEN GIROUX,
52641-o Secretary.

LES IMMEUBLES ST-ZOTIQUE INC.

Notice is given that the company "Les Immeubles St-Zotique Inc.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec dated the tenth day of November, 1958, has its head office at Montreal, at number 1964 St-Zotique Street, East.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce onzième jour du mois de décembre mil neuf cent cinquante-neuf.

52642-o

ANDRÉ GAUTHIER.

OPTA INC.

Avis est donné que la compagnie "Opta Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 septembre 1959, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 152 de la rue Notre-Dame est, chambre 52, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 30e jour d'octobre 1959.

52643-o

MARCEL BÉLANGER.

SUNRISE INDUSTRIES QUEBEC LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Sunrise Industries Quebec Limited", constituée en corporation par lettres patentes, émises par son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 1er jour de septembre 1959, et ayant son siège social en la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 180 boulevard de L'Espinay.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 17e jour de décembre 1959.

52644

Le Président,
K. H. BROWN.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this eleventh day of the month of December, one thousand nine hundred and fifty-nine.

52642

ANDRÉ GAUTHIER.

OPTA INC.

Notice is given that the company "Opta Inc.", incorporated by letters patent dated September 29, 1959, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 152 Notre-Dame Street, East, Room 52, at Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 30th day of October, 1959.

52643

MARCEL BÉLANGER.

SUNRISE INDUSTRIES QUEBEC LIMITED

Notice is hereby given that "Sunrise Industries Quebec Limited", incorporated by letters patent issued by His Honour, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 1st day of September, 1959 and having its head office in the city of Quebec, has established its office at number 180 de L'Espinay Boulevard.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 17th day of December, 1959.

52644-o

K. H. BROWN,
President.

Soumissions

LES SYNDICS D'ÉCOLES PROTESTANTES POUR LA MUNICIPALITÉ D'ARVIDA

(Comté de Jonquière-Kénogami)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, W. C. Scott, secrétaire-trésorier, 226 rue Castel, Arvida, comté de Jonquière-Kénogami, jusqu'à 3.00 heures p.m., lundi, 18 janvier 1960 pour l'achat de \$191,000.00 d'obligations des Syndics d'écoles protestantes pour la municipalité d'Arvida, comté de Jonquière-Kénogami datées du 1er février 1960 et remboursables par séries du 1er février 1961 au 1er février 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non-inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 9 juillet 1959, telle que modifiée — construction d'une extension de deux classes et d'un gymnase au "High School".

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er février 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tenders

THE PROTESTANT SCHOOL TRUSTEES FOR THE MUNICIPALITY OF ARVIDA

(County of Jonquière-Kénogami)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned W. C. Scott, Secretary-Treasurer, 226 Castel Street, Arvida, county of Jonquière-Kénogami, until 3.00 o'clock p.m., Monday, January 18th, 1960, for the purchase of an issue of \$191,000.00 of bonds of the Protestant school trustees for the municipality of Arvida, county of Jonquière-Kénogami, dated February 1st, 1960 and redeemable serially from February 1st, 1961 to February 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 9th, 1959, as modified — building of an extension of two classrooms and a gymnasium of the High School.

For adjudication purpose only, computation of interest shall be made as from February 1st, 1960.

The table of recemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$191,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er février 1961.....x	\$22,500.00
1er février 1962.....	5,000.00
1er février 1963.....	5,500.00
1er février 1964.....	5,500.00
1er février 1965.....	6,000.00
1er février 1966.....	6,500.00
1er février 1967.....	6,500.00
1er février 1968.....	7,000.00
1er février 1969.....	7,500.00
1er février 1970.....	8,000.00
1er février 1971.....	8,500.00
1er février 1972.....	9,000.00
1er février 1973.....	9,500.00
1er février 1974.....	10,000.00
1er février 1975.....	10,500.00
1er février 1976.....	11,500.00
1er février 1977.....	12,000.00
1er février 1978.....	12,500.00
1er février 1979.....	13,500.00
1er février 1980.....	14,000.00

Le "x" indique l'année durant laquelle le paiement d'un octroi total de \$18,881.25 accordé par le Secrétaire de la province et payable en 1961, sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Arvida, comté de Jonquière-Kénogami.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er février 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er février 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er février 1970 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Syndics d'écoles protestantes qui sera tenue lundi, 18 janvier 1960 à 3.00 heures p.m., à 226 rue Castel, Arvida, comté de Jonquière-Kénogami.

Les Syndics d'écoles protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Arvida (Comté de Jonquière-Kénogami), ce 28 décembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
W. C. SCOTT.

Adresse postale:

226, rue Castel, C.P. 221,

Arvida, (Jonquière-Kénogami), P.Q.

Téléphone: LI 8-5316.

52645

Table of redemption — \$191,000.00 — 20 years

Year	Capital
February 1st, 1961.....x	\$22,500.00
February 1st, 1962.....	5,000.00
February 1st, 1963.....	5,500.00
February 1st, 1964.....	5,500.00
February 1st, 1965.....	6,000.00
February 1st, 1966.....	6,500.00
February 1st, 1967.....	6,500.00
February 1st, 1968.....	7,000.00
February 1st, 1969.....	7,500.00
February 1st, 1970.....	8,000.00
February 1st, 1971.....	8,500.00
February 1st, 1972.....	9,000.00
February 1st, 1973.....	9,500.00
February 1st, 1974.....	10,000.00
February 1st, 1975.....	10,500.00
February 1st, 1976.....	11,500.00
February 1st, 1977.....	12,000.00
February 1st, 1978.....	12,500.00
February 1st, 1979.....	13,500.00
February 1st, 1980.....	14,000.00

The letter "x" indicates the year during which annual payment of a total amount of \$18,881.25, granted by the Provincial Secretary and payable in 1961, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Arvida, county of Jonquière-Kénogami.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to February 1st, 1967 inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to February 1st, 1968 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to February 1st, 1970 inclusively if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Protestant school trustees to be held on Monday, January 18th, 1960, at 3.00 o'clock p.m., at 226 Castel Street, Arvida, county of Jonquière-Kénogami.

The Protestant school trustees do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Arvida, (County of Jonquière-Kénogami), this December 28, 1959.

W. C. SCOTT,
Secretary-Treasurer.

Postal address:

226 Castel Street, P.O. Box 221,

Arvida, (Jonquière-Kénogami), P.Q.

Telephone: LI 8-5316.

52645-0

**LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
POUR LA MUNICIPALITÉ DE
LA PAROISSE DE FARNHAM-OUEST
(Comté de Missisquoi)**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé Janvier Gladu, secrétaire-trésorier, École Monseigneur Douville, R.R. No. 3, Farnham, comté de Missisquoi, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 18 janvier 1960, pour l'achat de \$101,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Farnham-Ouest, comté de Missisquoi, datées du 1er février 1960 et remboursables par séries du 1er février 1961 au 1er février 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 16 octobre 1959, telle que modifiée — agrandissement de l'école centrale.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er février 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$101,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er février 1961.....x	\$22,500.00
1er février 1962.....x	24,000.00
1er février 1963.....	2,000.00
1er février 1964.....	2,000.00
1er février 1965.....	2,000.00
1er février 1966.....	2,000.00
1er février 1967.....	2,000.00
1er février 1968.....	2,500.00
1er février 1969.....	2,500.00
1er février 1970.....	2,500.00
1er février 1971.....	3,000.00
1er février 1972.....	3,000.00
1er février 1973.....	3,000.00
1er février 1974.....	3,500.00
1er février 1975.....	3,500.00
1er février 1976.....	4,000.00
1er février 1977.....	4,000.00
1er février 1978.....	4,000.00
1er février 1979.....	4,500.00
1er février 1980.....	4,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$47,335.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de \$23,667.50 chacun, en 1961 et en 1962, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Farnham, comté de Missisquoi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales de la banque dans la province de Québec dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er février 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er février 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er février 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans;

**THE SCHOOL COMMISSIONERS
FOR THE MUNICIPALITY OF
THE PARISH OF FARNHAM-WEST
(County of Missisquoi)**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Janvier Gladu, Secretary-Treasurer, Monseigneur Douville School, R.R. No. 3, Farnham, county of Missisquoi, until 8.00 o'clock p.m., Monday, January 18, 1960, for the purchase of an issue of \$101,000.00 of bonds for the school commissioners for the municipality of the parish of Farnham-West, county of Missisquoi, dated February 1st, 1960, and redeemable serially from February 1st, 1961 to February, 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated October 16, 1959, as amended — enlargement of the Central School.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$101,000.00 — 20 years

Year	Capital
February 1st, 1961.....x	\$22,500.00
February 1st, 1962.....x	24,000.00
February 1st, 1963.....	2,000.00
February 1st, 1964.....	2,000.00
February 1st, 1965.....	2,000.00
February 1st, 1966.....	2,000.00
February 1st, 1967.....	2,000.00
February 1st, 1968.....	2,500.00
February 1st, 1969.....	2,500.00
February 1st, 1970.....	2,500.00
February 1st, 1971.....	3,000.00
February 1st, 1972.....	3,000.00
February 1st, 1973.....	3,000.00
February 1st, 1974.....	3,500.00
February 1st, 1975.....	3,500.00
February 1st, 1976.....	4,000.00
February 1st, 1977.....	4,000.00
February 1st, 1978.....	4,000.00
February 1st, 1979.....	4,500.00
February 1st, 1980.....	4,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total grant of \$47,335.00 granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of \$23,667.50 each, in 1961 to 1962 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Farnham, county of Missisquoi.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to February 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to February 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to February 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds

après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 18 janvier 1960, à 8.00 heures du soir, en l'école Monseigneur Douville, R.R. No. 3, Farnham, comté de Missisquoi.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Farnham, (Comté de Missisquoi), ce 28 décembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
JANVIER GLADU.

Adresse postale: École Monseigneur Douville,
C.P. 628, R.R. No. 3.

Farnham, (Missisquoi), P.Q.,

Téléphone: AXIome 3-5846. 52646-o

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLE POUR LA MUNICIPALITÉ DE LORETTEVILLE (Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Roger Pleau, secrétaire-trésorier, École secondaire St-Joseph, Boulevard Émilien Rochette, Loretteville, comté de Québec, jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 18 janvier 1960, pour l'achat de \$183,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Loretteville, comté de Québec, datées du 1er février 1960 et remboursables par séries du 1er février 1961 au 1er février 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 12 octobre 1959, telle que modifiée — aménagement à l'école St-Joseph et travaux supplémentaires, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er février 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$183,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er février 1961.....	x\$17,500.00
1er février 1962.....	x 19,000.00
1er février 1963.....	5,000.00
1er février 1964.....	5,000.00
1er février 1965.....	5,500.00
1er février 1966.....	5,500.00
1er février 1967.....	6,000.00
1er février 1968.....	6,500.00
1er février 1969.....	6,500.00
1er février 1970.....	7,000.00
1er février 1971.....	7,500.00
1er février 1972.....	8,000.00
1er février 1973.....	8,500.00
1er février 1974.....	9,000.00
1er février 1975.....	9,500.00
1er février 1976.....	10,000.00

are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, January 18, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the Monseigneur Douville School, R.R. No. 3, Farnham, county of Missisquoi.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Farnham, (County of Missisquoi), December 28, 1959.

JANVIER GLADU,
Secretary-Treasurer.

Postal address: Monseigneur Douville School,
P.O.B. 628, R.R. No. 3.

Farnham, (Missisquoi), P.Q.,

Telephone: AXIome 3-5846. 52646

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF LORETTEVILLE (County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roger Pleau, Secretary-Treasurer, St-Joseph High School, Émilien Rochette Boulevard, Loretteville, county of Quebec, until 7.30 o'clock p.m., Monday, January 18, 1960, for the purchase of an issue of \$183,000.00 of bonds for the school commissioners for the municipality of Loretteville, county of Quebec, dated February 1st, 1960, and redeemable serially from February 1st, 1961 to February 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated October 12, 1959, as amended — furnishing the St-Joseph School and supplementary work, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$183,000.00 — 20 years

Year	Year
February 1st, 1961.....	x\$17,500.00
February 1st, 1962.....	x 19,000.00
February 1st, 1963.....	5,000.00
February 1st, 1964.....	5,000.00
February 1st, 1965.....	5,500.00
February 1st, 1966.....	5,500.00
February 1st, 1967.....	6,000.00
February 1st, 1968.....	6,500.00
February 1st, 1969.....	6,500.00
February 1st, 1970.....	7,000.00
February 1st, 1971.....	7,500.00
February 1st, 1972.....	8,000.00
February 1st, 1973.....	8,500.00
February 1st, 1974.....	9,000.00
February 1st, 1975.....	9,500.00
February 1st, 1976.....	10,000.00

1er février 1977.....	10,500.00
1er février 1978.....	11,500.00
1er février 1979.....	12,000.00
1er février 1980.....	13,000.00

February 1st, 1977.....	10,500.00
February 1st, 1978.....	11,500.00
February 1st, 1979.....	12,000.00
February 1st, 1980.....	13,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$30,382.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de \$15,191.25 chacun, en 1961 et en 1962, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts couru, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville, comté de Québec.

Le capital et les intrêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne sont pas rachetables par anticipation avant le 1er février 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er février 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er février 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 18 janvier 1960, à 7.30 heures du soir, à l'école secondaire St-Joseph, Boulevard Émilien Rochette, Loretteville, comté de Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Loretteville, (Comté de Québec), ce 28 décembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
ROGER PLEAU.

Adresse postale: École secondaire St-Joseph,
C. P. 68,

Boulevard Émilien Rochette,
Loretteville, (Québec), P. Q.

Téléphone: VI 2-3813. 52647-0

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total grant of \$30,382.50, granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of \$15,191.25 each, in 1961 to 1962 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Loretteville, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to February 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to February 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to February 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, January 18, 1960, at 7.30 o'clock p.m., at the St-Joseph High School, Émilien Rochette Boulevard, Loretteville, county of Quebec.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Loretteville, (County of Quebec), December 28, 1959.

ROGER PLEAU,
Secretary-Treasurer.

Postal address: St-Joseph High School,
P.O.B. 68,

Émilien Rochette Boulevard,
Loretteville, (Quebec), P. Q.

Telephone: VI 2-3813. 52647

Vente — Loi de faillite

Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure, N° 773 (1959) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: FERNAND VILLE-NEUVE, St-Donat, Québec, débiteur et J.-ALEXANDRE DANSEREAU, syndic.

Sale — Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Joliette, No. 773 (1959). In the Superior Court, (In Bankruptcy). In the matter of: FERNAND VILLENEUVE, St-Donat, Quebec, debtor, and J.-ALEXANDRE DANSEREAU, trustee.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

"Désignation: Un certain emplacement étant situé dans la municipalité de St-Donat et composé d'une partie du lot numéro un de la subdivision du lot numéro vingt-sept (27-1-Ptie) dans le troisième rang du Canton Lussier, au cadastre officiel du canton Lussier, division d'enregistrement Montcalm. Ledit emplacement étant borné comme suit: Vers le sud-ouest par le chemin Coutu; en arrière vers le nord-est par une partie du lot 27-1; vers le sud-est par la rue étant une partie du lot N° 27-1; vers le nord-ouest par une autre partie du lot N° 27-1; mesurant cent pieds (100.0') en front et en arrière dans ses lignes sud-ouest et nord-est par une profondeur de cent quinze pieds (115.0') dans ses lignes nord-ouest et sud-est. Contenant une superficie de onze mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept pieds carrés (11,497 p.c.);"

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Joliette (en faillite) rendu le 7 décembre 1959, à l'enchère publique suivant la Loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du code de procédures civiles, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Donat, JEUDI, le DIX-HUITIÈME jour de FÉVRIER 1960, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: Comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la Loi. La mise à prix sera de \$2,000.00.

Pour autres renseignements, et cahier des charges, s'adresser à J.-Alexandre Dansereau, syndic.

Daté à Montréal, le 22 décembre 1959.

Le Syndic,

J.-ALEXANDRE DANSEREAU.

Bureau à:

265 rue Craig Ouest,
Montréal, UN-1 9214.

52627-1-2-o

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

"Designation: A certain emplacement being situated in the municipality of St-Donat and composed of a part of lot number one of the subdivision of lot number twenty-seven (27-1-Pt.) in the third range of the township of Lussier, on the official cadaster of the township of Lussier, registration division of Montcalm. The said emplacement being bounded as follows: on the southwest by the Coutu Road; in rear, on the northeast, by a part of lot 27-1; on the southeast, by the street being a part of lot No. 27-1; on the northwest, by another part of lot No. 27-1; measuring one hundred feet (100.0') in front and in rear in its southwest lines and northwest by a depth of one hundred and fifteen feet (115.0') in its northwest and southeast lines. Containing an area of eleven thousand four hundred and ninety-seven square feet (11,497 sq. ft.);"

Shall be sold under judgment of the Superior Court, for the district of Joliette (in bankruptcy) rendered on December 7, 1959, by public auction according to law, and the said sale to have the effect of a sale by Sheriff in the terms of the Code of Civil Procedure, at the parochial church door of the parish of St-Donat, THURSDAY, FEBRUARY EIGHTEENTH, 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% pursuant to the law. The upset price shall be \$2,000.00.

For other information and the list of charges, apply to J.-Alexandre Dansereau, trustee.

Dated at Montreal, December 22, 1959.

J.-ALEXANDRE DANSEREAU,

Trustee.

Office at:

265 Craig Street, West,
Montreal UN-1 9215.

52627-1-2

Ventes pour taxes

VILLE DE VAL D'OR

Avis public est par les présentes donné aux contribuables de la susdite municipalité, par le soussigné, Albert Philbert, Greffier de la susdite municipalité, Que:

Le Conseil de Ville de Val d'Or, par une résolution portant le numéro 6846 en date du 21 décembre 1959, a ordonné au soussigné, conformément à l'article 549 et suivants de la Loi des cités et villes de vendre les immeubles ci-dessous décrits, avec toutes les bâtisses dessus construites, dépendances et circonstances, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Ville de Val d'Or, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la Salle du Conseil, Hôtel de Ville, Val d'Or, MERCREDI, le VINGT-SEPT JANVIER 1960 à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales devenues exigibles le ou avant le 30 novembre 1959 auront été payées avant le moment de la vente.

Sales for Taxes

TOWN OF VAL D'OR

Public notice is hereby given to the ratepayers of the aforesaid municipality by the undersigned, Albert Philbert, Town Clerk of the aforesaid municipality, that:

The Town Council of Val d'Or, by a resolution bearing number 6846 dated December 21st, 1959, have ordered the undersigned pursuant to the provisions of article 549 and the following, of the Cities and Towns Act, to sell the immovables hereinbelow described, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies in interest and costs, and that, consequently the said immovables will be sold by public auction in the Council Chambers, City Hall, Val d'Or, Que., on WEDNESDAY, JANUARY TWENTY-SEVENTH, 1960 at TEN o'clock in the forenoon.

However there shall be excluded from the sale, those immovables whereon the municipal taxes falling due on or before November 30th, 1959, shall have been paid before the sale.

Noms Names	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes seol. School taxes	Intérêts et frais Interest and costs	Total
W. Sikora.....	Subdivision 123, lot 60, canton-township Dubouison (60-123)	\$278.56	\$ 32.40	\$ 48.30	\$ 359.26
Mme-Mrs Alice Kozicki.....	Subdivision 120, bloc-block 34, canton-township Bourlamaque (34-120)	544.31	499.00	79.03	1,122.34
Donat Lavallée.....	Subdivision 257, bloc-block 34, canton-township Bourlamaque (34-257)	434.95	197.85	72.37	705.17
Donat Lavallée.....	Subdivision 258-P, bloc-block 34, canton-township Bourlamaque (34-258-P)	173.85	248.60	59.31	481.76
La Curatelle Publique de la Province de Québec.....	Subdivision 338, bloc-block 34, canton-township Bourlamaque (34-338)	91.18	19.20	31.15	141.53
Morris Mosevich.....	Subdivision 213, bloc-block 34, canton-township Bourlamaque (34-213)	462.46	158.40	70.34	691.20
Morris Mosevich.....	Subdivision 259, bloc-block 34, canton-township Bourlamaque (34-259)	332.88	124.82	58.35	516.05
Morris Mosevich.....	Subdivision 92, bloc-block 34, canton-township Bourlamaque (34-92)	403.78	113.20	55.25	572.23

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite, s'il y a lieu, sujette aux conditions des baux emphytéotiques pouvant affecter lesdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun des immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Val d'Or, P.Q., ce 21ème jour de décembre mil neuf cent cinquante-neuf.

(Sceau)
52592-52-2-o

Le Greffier,
ALBERT PHILBERT.

The sale of the above described immovables is made, as the case may be, subject to the conditions of emphythotic leases which may effect the said immovables.

The purchase price of each of the said immovables, will be payable immediately.

Given at Val d'Or, P.Q., this 21st day of December one thousand nine hundred and fifty-nine.

(Seal)
52592-52-2-o

ALBERT PHILBERT,
Town Clerk.

Province de Québec — District de Montréal

CITÉ DE LAFLÈCHE

Avis public est donné que les immeubles ci-après décrits faisant tous partie du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, seront vendus aux enchères à l'Hôtel de Ville de la cité de Laflèche, au numéro 3,350 rue Grande Allée, le DIX-HUIT JANVIER 1960, à DIX heures (10.00 a.m.) de l'avant-midi, à moins que les taxes et cotisations municipales, scolaires et d'église dues pour tels immeubles, ainsi que les frais, ne soient acquittés avant cette date, savoir:

Province of Quebec — District of Montreal

CITY OF LAFLÈCHE

Public notice is hereby given that the immovables hereafter describes, all forming part of the official plan and book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil, shall be sold by auction, at the City Hall of the city of Laflèche, number 3,350 Grande Allée Street, on the EIGHTEENTH of JANUARY, 1960, at TEN o'clock in the forenoon (10.00 a.m.), unless municipal, school and church taxes due, together with costs, be paid before that date, namely:

Cadastre	Subdivisions	Propriétaires Owners	Taxes munic. Mun. taxes	Taxes seol. School taxes	Taxes d'église Church taxes	Total
198/199.....	21-22/23-24....	C. A. Geoffrion et al, 1200 St-Alexandre, Montréal, (Mme-Mrs. Vve-wid. Anatole Chadronnet, 157 Bourget, Montréal)	\$104.34	\$ 78.95	.....	\$183.29
200.....	103-104.....	Miss Helen Harrison, (C. F. Foulsham, 799-40e ave. (Riverside Ville LaSalle)	349.80	117.63	.....	467.43
202.....	13-14.....	Bernard Gendron, 1241 St-Denis, Montréal.	286.83	77.95	.....	364.78
204.....	28.....	A. L. Caron, 620 Catheart, Montréal, (A. Germain, 1376 Albert, Laflèche).	97.93	88.44	25.54	211.91
204.....	34-35.....	J. L. St-Pierre, 1432 Albert, Laflèche.	217.17	228.57	.....	445.74
204.....	225-226.....	Rosaire Sénéchal, 8885 St-Denis, Montréal.	117.87	12.30	11.97	142.14
204.....	253.....	Mrs. Rose Mahaffey et al, 147 Arrowhead Crescent, Pointe-Claire.	159.87	58.80	.....	218.67
204.....	271.....	Frank Kevins, 1744 Georges, Laflèche	193.76	73.80	.....	267.56
204.....	338.....	Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal.	150.50	48.72	86.73	285.95
204.....	353.....	Emery Théorêt, 171 Côte Noire, Croydon, St-Hubert, P.Q.	70.28	26.47	.....	96.75
204.....	506-507.....	Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal.	234.89	57.12	.....	292.01

Cadastré	Subdivisions	Propriétaires — Owners	Taxes munie. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Taxes d'église — Church taxes	Total
204	630	Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal	176.15		83.60	259.75
205	249	Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal	83.15	26.88	21.91	131.94
205	306 à-at 399	O. T. Davis, Cuernavaca, Morelos, Mexico	213.49	54.76p 206.93c	0.97	476.15
205	420 à-at 423	Miss Bell Mirthe Murray, Stellarton, Pictou County, N.V.	178.65	45.36		224.01
205	424 à-at 426	Daniel O'Donnell, 1413 Stratton, Laflèche	165.34	135.65		300.99
206	81.1	John S. Stewart, 1807 Nielsen, Laflèche	136.49	125.31		261.80
206	178-179	Etienne Leblanc, 1389 Holmes, Laflèche	174.43	165.80		340.23
206	289	Thomas Bogan, 1539 Nielsen, Laflèche	268.62	490.33		758.95
206	386-387	Mr. & Mrs. Warren Gallant, 1330 Nielsen, Laflèche	314.51	134.40		448.91
207	191 à-at 194	Philippe Marchand, 1695 De Gaule, Laflèche	471.00	489.08	91.53	1,051.61
207	220	Roger Papy, 2104 Ch. Chambly, Cité Jacques-Cartier City	122.10	149.41		271.51
207	249	Joseph N. Potvin, adresse inconnue-address unknown	120.80	44.57		165.37
207	292	Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal	117.15	37.80		154.95
208	16-17	Jean-Louis Beauvilliers, adresse inconnue-address unknown	205.39	214.88		420.27
208	206-207	A. L. Caron, 620 Cathcart, Montréal	122.20	33.69		155.89
208	208 à-at 211	Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal	105.30	8.40		113.70
208	630	Eastern Trust Co., 134 St-Jacques ouest-west, Montréal	23.24			23.24
212	29	R. Prinrose, c/o Mrs H. Stewart, 1969 Grand Tronc, Montréal	56.62	12.80		69.42
212	38	Edouard Jodoin, 1802 Murray, Laflèche	59.01	39.40		98.41
212	52	Marcel Imbeau, adresse inconnue-address unknown	49.63	4.31		53.94
212	231	Claude Clermont, 1714 Robillard, Laflèche	117.50	91.09		208.59
212	282-283	Arsène Trudeau, adresse inconnue-address unknown	117.68	12.80		130.48
212	452 à-at 455	Mme-Mrs. Fevronija Dickmanis, 1709 Balmoral, Laflèche	151.72	33.59		185.31
212	463-464	Léopold Frédette, adresse inconnue-address unknown	64.43	41.19		105.62
212	465 à-at 468	Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal	198.91			198.91
212	559-560	Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal	276.50			276.50
212	851 à-at 853	Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal	77.32	6.72		84.04
212	875 à-at 878	Dart Wo Hun, adresse inconnue-address unknown	102.58	16.28		118.86
212	1266 à-at 1269	William Necklia, Lancaster, Ont.	87.74			87.74
233	22	Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal, (Amable Messier, 3734 Grande Allée, Laflèche)	270.85	61.48		332.33
233	98	Réal Lazure, 3599 Mance, Laflèche, P.Q.	314.93	241.45		556.38
233	109	Achille Ainsley, 3687 Mance, Laflèche	394.73	347.25		741.98
233	215	Walter Clark, 3799 Mackay, Laflèche	152.34	36.02		188.36
233	256-257	G. Laurendeau & J. P. Nadeau, 2249 St-Roch, Cité Jacques-Cartier City	500.92	316.15		817.07
233	358	Mme-Mrs C. L. Hickey Morton, 3952 Grande Allée, Laflèche	61.76	92.25		154.01
233	359	Mme-Mrs C. L. Hickey Morton, 3952 Grande Allée, Laflèche	140.04	69.95		209.99
233	420-421	Mlle-Miss Patricia Bernier, St-Philippe de Laprairie	215.41	93.74 112.23		421.38
233	432	Dame Agnes Thompkins, veuve-widow de-of John Connors	135.34	68.47		203.81
233	450	Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal	287.07			287.07
233	488	Camille Prévost, 3871 Blvd Tasche-reau, Laflèche	204.31	90.20		294.51
233	495	C. E. Philip, 649 Ave Miller, Green-field Park, P. Q.	197.48			197.48
234	326-327	Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal	417.91	84.00		501.91
234	P699-700	Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal	227.27	72.91		300.18

234 moitié nord-ouest 699 — mesurant 12.5 pi. de largeur par 90 de profondeur et bornée en front au sud-ouest par la rue Mackay, en arrière au nord-est par une ruelle d'un côté au nord-ouest par le lot 234-700 et de l'autre côté au sud-est par le résidu du lot 234-699.

234 the north-east half 699 — measuring 12.5 feet in width by 90 in depth and bounded in front on south-west by the Mackay street, in rear on north-east by a lane on one side on north-west by lot 234-700 and on the other side on southeast by the residue of lot 234-699.

Cadastre	Subdivisions	Propriétaires Owners	Taxes munic. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Taxes d'église Church taxes	Total
235.....	144-145.....	J. Johnstone jr, P.O. Box 102, St-Henri, Montréal.....	305.27	152.26	.....	457.53
235.....	146 à 149.....	Georges Duberger, 1410 rue Guy street, Montréal.....	480.47	.....	.....	480.47
235.....	473-474.....	Osiar Lamothe, 6345, 8e Ave, Rosemont, Montréal.....	622.13	474.49	.....	1,096.62

Lafliche, le 17 décembre 1959.
Cité de Lafliche,
Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT BOIVIN.
52591-52-2-o

Lafliche, December 17th, 1959.
ALBERT BOIVIN,
Secretary-Treasurer,
City of Lafliche.
52591-52-2-o

Ventes par shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris District de Beauce

Cour de Magistrat, à savoir:
N° 28046. { A DÉLARD BÉDARD, camionneur et com-
mercant de bois de St-Louis de Gonzague, comté de Dorchester, contre RÉAL FORTIN, rang 4, St-Louis de Gonzague, comté de Dorchester, à savoir: "Le lot numéro cinquante-sept (57) rang trois, canton Langevin, en la paroisse de St-Louis, comté de Dorchester, ainsi que les bâtisses et les améliorations qui s'y trouvent."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Louis de Gonzague, le CINQUIÈME jour de FÉVRIER 1960, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
St-Joseph de Beauce, J. S. POULIOT.
22 décembre 1959. 52628-1-2-o
[Première insertion: 2 janvier 1960]
[Seconde insertion: 16 janvier 1960]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris District de Beauharnois

Cour Supérieure, { ANTONIO DANDURAND, garage-keeper, of Orms-
N° 4466. { town, district of Beauharnois, dem-
mandeur, contre LORENZO SCHINK, du même lieu, dit district, et BERNARD PRIMEAU, de Salaberry de Valleyfield, dit district, défendeurs.

A savoir: "Un terrain situé dans la paroisse de St-Malachie, comté de Châteauguay, étant connu et désigné sous le numéro 1192, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Malachie, comté de Châteauguay, borné au nord-ouest par la ligne de division entre la sixième et la cinquième concession de Jamestown, au nord-est par le lot numéro 1191; au sud-est par la ligne de division entre la paroisse de St-Malachie, et la paroisse de St-Antoine-Abbé, et au

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris District of Beauce

Magistrate's Court, to wit:
No. 28046. { A DÉLARD BÉDARD, trucker, and lumber
dealer of St-Louis de Gonzague, county of Dorchester, against RÉAL FORTIN, range 4, St. Louis de Gonzague, county of Dorchester, to wit:
"Lot number fifty-seven (57), range three, township Langevin, in the parish of St-Louis, county of Dorchester, as well as the buildings and the improvements to be found thereon."

To be sold at the parochial church door in the parish of St-Louis de Gonzague, on the FIFTH day of FEBRUARY, 1960, at TEN o'clock, in the forenoon.

Sheriff's Office, J. S. POULIOT,
St-Joseph de Beauce, Sheriff.
December 22, 1959. 52628-1-2
[First insertion: January 2nd, 1960]
[Second insertion: January 16, 1960]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris District of Beauharnois

Superior Court, { ANTONIO DANDURAND, garage-keeper, of Orms-
No. 4466. { town, district of Beauharnois, plaintiff, against LORENZO SCHINK, of the same place, said district, and BERNARD PRIMEAU, of Salaberry de Valleyfield, said district, defendants.

To wit: "A lot of land situated in the parish of St-Malachie, county of Châteauguay, being known and designated under number 1192, on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Malachie, county of Châteauguay, bounded on the northwest by the dividing line between the sixth and fifth concession of Jamestown, on the northeast by lot number 1191; on the southeast, by the dividing line between the parish of St-Malachie and the

sud-ouest par le lot numéro 1193; mesurant en front un arpent, deux perches et neuf pieds, par vingt arpents en profondeur, contenant en superficie vingt-cinq arpents.

Avec les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Malachie d'Ormstown, comté de Châteauguay, le JEUDI, QUATORZIÈME jour de JANVIER, 1960, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.

Salaberry de Valleyfield, Qué.,

ce 4ième jour de décembre 1959. 52461-50-2-o

[Première publication: le 12 décembre 1959]

parish of St-Antoine-Abbé, and on the southwest, by lot number 1193; measuring in front one arpent, two rods and nine feet, by twenty arpents in depth, containing in area twenty-five arpents.

With buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of St-Malachie of Ormstown, county of Châteauguay, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of JANUARY, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,

Sheriff's Office,

Sheriff,

Salaberry of Valleyfield, Que.,

this 4th day of December, 1959. 52461-50-2-o

[First publication: December 12, 1959]

HULL

Canada — Province of Québec
District of Hull

Cour de Magistrat,
N° 7113.

{ ANTOINE F. BOULADIER & ANTOINE FOURNIER, cour-

tiers en assurances, domiciliés à Buckingham, district de Hull, et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de "A. F. Bouladier & Cie.", demandeurs, vs JOSEPH ROUSSEL, de Notre-Dame du Laus, dit district, défendeur.

"Un immeuble sis dans la municipalité de Notre-Dame du Laus, ayant front sur la rue Notre-Dame, consistant en un terrain faisant partie du lot numéro 1 de la subdivision officielle du lot 51 dans le rang "A" du cadastre officiel du canton de Wells, division d'enregistrement de Labelle, mesurant ledit terrain 100 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: en front vers le sud-est par la partie du susdit lot vendu à Gilles Longpré, en arrière, vers le nord-est, par partie dudit lot appartenant à Émile Malette, et de l'autre côté, vers le nord-ouest, par la partie dudit lot vendue à Odéas Cyr, avec bâtisses dessus construites".

Pour être vendu à la porte de l'église Notre-Dame du Laus, district de Hull, le DIX-NEUVIÈME jour de JANVIER 1960, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,

Hull, ce 7 décembre 1959.

52476-50-2-o

District de Hull

Cour Supérieure,
N° 8260.

{ ROBERT McGLASHAN, LAUREANT LACHAINE, JOS. DE RAINVILLE

et PATRICK McGLASHAN, tous ouvriers demeurant à St. Pierre de Wakefield, district de Hull, province de Québec, demandeurs vs LAURENT LALONDE, demeurant à Orléans, province d'Ontario, défendeur.

"Un emplacement situé à St. Pierre de Wakefield, province de Québec, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-quatre "B" (24B) dans le quatrième rang du canton de Wakefield, comté de Gatineau, mesurant cent acres de terre en superficie, plus ou moins, avec les bâtisses y érigées".

Pour être vendu à la porte de l'église St. Pierre de Wakefield, district de Hull, le QUATORZIÈME jour de JANVIER 1960, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,

Hull, ce 5 décembre 1959.

52477-50-2-o

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Magistrate's Court,
No. 7113.

{ ANTOINE F. BOULADIER & ANTOINE FOURNIER, insurance

brokers, domiciled at Buckingham, district of Hull, and carrying on business under the name and style of "A. F. Bouladier & Cie.", plaintiffs, vs JOSEPH ROUSSEL, of Notre-Dame du Laus, said district, defendant.

"An immoveable situated in the municipality of Notre-Dame du Laus, having frontage on Notre-Dame Street, consisting in a lot of land forming part of lot number 1 of the official subdivision of lot 51 in range "A" of the official cadaster of the township of Wells, registration division of Labelle, measuring, the said lot of land 100 feet in width by 100 feet in depth, English measure, more or less, and bounded as follows: in front, on the southeast, by that part of the abovesaid lot sold to Gilles Longpré, in rear, on the northeast, by part of the said lot belonging to Émile Malette, and on the other side, on the northwest, by that part of the said lot sold to Odéas Cyr, with buildings thereon erected".

To be sold at the church door of Notre-Dame du Laus, district of Hull, on the NINETEENTH day of JANUARY, 1960, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,

Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,

Hull, December 7th, 1959.

72476-50-2

District of Hull

Superior Court,
No. 8260.

{ ROBERT McGLASHAN, LAUREANT LACHAINE, JOS. DE RAINVILLE

and PATRICK McGLASHAN, all workmen residing at St. Pierre de Wakefield, district of Hull, Province of Quebec, plaintiffs, vs LAURENT LALONDE, residing at Orleans, Province of Ontario, defendant.

"An emplacement situated at St. Pierre de Wakefield, Province of Quebec, known and designated as being lot number twenty-four "B" (24B) in the fourth range of the township of Wakefield, county of Gatineau, measuring one hundred acres of land in area, more or less, with the buildings thereon erected."

To be sold at the door of the St. Pierre de Wakefield church, district of Hull, on the FOURTEENTH day of JANUARY, 1960, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,

Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,

Hull, this 5th December, 1959.

52477-50-2

District de Hull

Cour Supérieure, { ANTONIO ST-PIERRE,
No. 6730. { boucher, domicilié à
Papineauville, district de Hull,
demandeur; vs LUCIEN PELLETIER, de
Gatineau, dudit district, défendeur.

"Un terrain situé à Gatineau, sur la rue Principale, connu et désigné comme le lot numéro soixante-dix-huit de la subdivision du lot originnaire dix-neuf "D" (19D-78) au cadastre officiel du premier rang du canton de Templeton, avec bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église St-Jean Vianney, en la ville de Gatineau, district de Hull, le QUINZIÈME jour de JANVIER 1960, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
Palais de Justice,
Hull, ce 7 décembre 1959. 52478-50-2-o

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias

District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { KAZIMIFRA OZEGOWSKI,
N° 5460. { KI, veuve, domiciliée à
Ostrow, Wixp, Pologne; PRE-
ZEMYSŁAW OZEGOWSKI, médecin-chirurgien,
domicilié à Ozarkow Szpital Poziatowy,
Pologne, demandeurs vs WALTER KRANCEVIC,
résident à Noranda, Qué., défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le numéro 1629 apparaissant au plan et livre de renvoi officiel de la cité de Noranda, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église Sacré-Cœur de Noranda, P.Q., MARDI, le DOUZE JANVIER 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU.
Palais de Justice, Rouyn, 3 décembre 1959.
52462-50-2-o

Fieri Facias

District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { LAURENT BRAZEAU, ré-
N° 5643. { sistant à Rouyn, deman-
deur; vs GÉRARD FALAR-
DEAU, résidant à Evain, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Les droits acquis sur le lot 47, rang 10, canton Beauchastel, Evain P.Q., avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances".

Pour être vendus à la porte de l'église St-Bernard de Beauchastel, P. Q., MARDI, le DOUZIÈME jour de JANVIER 1960, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 4 décembre 1959. 52463-50-2-o

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District de Saint-François

Cour Supérieure, { DAME THÉRÈSE SÉVI-
N° 19815. { GNY, domiciliée à Qué-
bec, district de Québec, épou-

District of Hull

Superior Court, { ANTONIO ST-PIERRE,
No. 6730. { butcher, domiciled at
Papineauville, district of Hull,
plaintiff; vs LUCIEN PELLETIER, of Gati-
neau, said district, defendant.

"A lot of land situated at Gatineau, on Principal Street, known and designated as lot seventy-eight of the subdivision of the original lot nineteen "D" (19D-78) on the official cadaster of the first range of the township of Templeton, with buildings thereon erected."

To be sold at the church door of St-Jean Vianney, in the town of Gatineau, district of Hull, on the FIFTEENTH day of JANUARY, 1960, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Court House,
Hull, this 7th December, 1959. 52478-50-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias

District of Rouyn-Noranda

Superior Court, { KAZIMIFRA OZEGOWSKI,
No. 5460. { KI, widow, domiciled
at Ostrow, Wixp, Poland;
PREZEMYSŁAW OZEGOWSKI, medical sur-
geon domiciled at Ozarkow Szpital Poziatowy,
Poland, plaintiffs vs WALTER KRANCEVIC,
domiciled at Noranda, Qué., defendant.

As belonging to the defendant:

"A certain lot of land known and designated as lot number 1629 on the official plan and book of reference of the cadaster of the city of Noranda, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the church Sacred Heart, Noranda, Que., on TUESDAY the TWELFTH day of JANUARY, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Court House, Rouyn, December 3, 1959.
52462-50-2-o

Fieri Facias

District of Rouyn-Noranda

Superior Court, { LAURENT BRAZEAU, do-
No. 5643: { mesticated at Rouyn, P. Q.,
plaintiff; vs GÉRARD FA-
LARDEAU, domiciled at Evain, P. Q., defen-
dant.

As belonging to the defendant:

"The acquired rights on lot 47, range 10, of Beauchastel township, Evain, P. Q., with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the church of St. Bernard de Beauchastel, P. Q., on TUESDAY, the TWELFTH day of JANUARY, 1960, at ELEVENT of the clock in the forenoon.

J.-H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, December 4th, 1959. 52263-50-2-o

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District of St. Francis

Superior Court, { DAME THÉRÈSE SÉVI-
No. 19815. { GNY, domiciled at Que-
bec, district of Quebec, wife

se contractuellement séparée de biens de Gaston Sévigny, et ce dernier pour l'autoriser, demanderesse, vs LÉO JACQUES, domicilié à Rock Forest, district de Saint-François, défendeur.

"Partie du lot 10-F dans le rang 9 du canton d'Ascot, tel que décrite dans un contrat de vente intervenu entre Léo Jacques et Samuel Rodrigue Incorporated, devant le notaire Lagassé, le 26 août 1959, portant le numéro 17,511 des minutes du notaire sus-mentionné.

"Le lot 11-D du rang 9 du canton d'Ascot avec bâtisses dessus construites."

Pour être vendus "en bloc", au bureau du shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, MERCREDI, le TREIZIÈME jour de JANVIER 1960, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE.

Sherbrooke, district de Saint-François,

ce 7 décembre 1959.

52479-50-2-o

[Première insertion: le 12 décembre 1959]

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec

District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, { ROSAIRE PELLERIN, N° 21503. {

RIN, commerçant domicilié à 1419, rue Georges, Shawinigan, est demandeur; vs Dame ROSE-AIMÉE MORISSETTE-CÔTÉ, épouse contractuellement séparée de biens de Rosaire Côté, avec qui elle demeure à St-Boniface, comté de St-Maurice et ledit ROSAIRE CÔTÉ, pour autoriser son épouse aux fins des présentes et RÉJEANNE CÔTÉ, fille majeure usant de ses droits, sont défendeurs; et VICTOR ABRAN et ADRIEN LAMBERT, registrateurs de la division d'enregistrement de Trois-Rivières, sont, mis-en-cause; ledit ROSAIRE PELLERIN; demandeur; lesdites Dame ROSE-AIMÉE MORISSETTE-CÔTÉ et RÉJEANNE CÔTÉ, défenderesses.

"Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, dans le village, sur le Cinquième rang, mesurant cent trois pieds de largeur en front et environ cent deux pieds en arrière par en profondeur cent dix-neuf pieds, le tout mesure anglaise, borné en front par le chemin, en arrière par le terrain de Mlle Antoinette Boucher, d'un côté par la rue St-Prosper et de l'autre côté par le terrain appartenant à M. Caron (213-2), connu et désigné comme étant partie des lots cent quatre-vingt-dix et cent quatre-vingt-onze (P. 190 et P. 191) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Boniface, avec les bâtisses y érigées, les circonstances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Boniface de Shawinigan, MERCREDI, le TROISIÈME jour du mois de FÉVRIER, mil neuf cent soixante, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,

Trois-Rivières,

le 21 décembre 1959.

L. P. MERCIER.

52633-1-2-o

contractually separated as to property of Gaston Sévigny, and the latter to authorize her, plaintiff, vs LÉO JACQUES, domiciled at Rock Forest, district of St. Francis, defendant.

"Part of lot 10-F in range nine of the township of Ascot, as it is described in a deed of sale between Léo Jacques and Samuel Rodrigue Incorporated, before notary Lagassé, the 26th of August 1959, bearing the number 17,511 in the minutes of the above mentioned notary.

"Lot 11-D of range 9 of the township of Ascot, with buildings thereon erected."

To be sold "en bloc", at the Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of JANUARY 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,

Sheriff's Office,

Sherbrooke, district of St. Francis,

this 7th of December 1959.

Sheriff.

52479-50-2-o

[First insertion: December 12, 1959]

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec

District of Trois-Rivières

Superior Court, { ROSAIRE PELLERIN, No. 21503. {

RIN, tradesman, domiciled at 1419 Georges Street, Shawinigan, East, plaintiff; vs Dame ROSE-AIMÉE MORISSETTE-CÔTÉ, wife contractually separate as to property of Rosaire Côté, with whom she lives at St-Boniface, county of St-Maurice and the said ROSAIRE CÔTÉ, to authorize his wife for these presents and RÉJEANNE CÔTÉ, spinster of full age in use of her rights, are defendants, and VICTOR ABRAN and ADRIEN LAMBERT, registrars for the registration division of Trois-Rivières, are, mis-en-cause, the said ROSAIRE PELLERIN, plaintiff, the said Dame ROSE-AIMÉE MORISSETTE-CÔTÉ and RÉJEANNE CÔTÉ, defendants.

"An emplacement situated in the parish of St-Boniface of Shawinigan, in the village, on the fifth range, measuring one hundred and three feet in width in front, and about two hundred and two feet in rear by a depth of one hundred and nineteen feet, the whole English measure, bounded in front by the road, in rear, by the land of Miss Antoinette Boucher, on one side by St-Prosper Street, and on the other side by the land belonging to Mr. Caron (213-2), known and designated as being part of lots one hundred and ninety and one hundred and ninety-one (Pt. 190 and Pt. 191) on the official plan and in the book of reference of the cadaster of St-Boniface, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold at the parochial church of St-Boniface of Shawinigan, WEDNESDAY, the THIRD day of FEBRUARY, one thousand nine hundred and sixty, at THREE o'clock in the afternoon.

L. P. MERCIER,

Sheriff's Office,

Trois-Rivières,

December 21, 1959.

Sheriff.

52633-1-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 1

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Cayen vs Meloche 37

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1

AVIS DIVERS:

Association des Employés de Canadian
Celanese Limited de Drummondville
Incorporée (Terminé) 37
L'Association des Éducateurs de Pont-
Viau (Formation) 39
L'Association des Instituteurs et Insti-
tutrices Laïques de la région de Ta-
doussac (Nom changé) 38
Les Religieuses du Sacré-Cœur de
Marie — Collège Marymount —
Québec — The Religious of the Sacred
Heart of Mary — Marymount College
— Quebec (Règlement) 38
L'Organisation des Terrains de Jeux de
St-Raymond (Directeurs) 39
Strategic Metal Ltd (Directeurs) 37
Ville de Richmond (Barrage) 38

CHARTES — ABANDON DE:

Berma Wholesale Ltd 39
Franor Enterprises Corporation 40
Georges Barrot Assurances Limitée 40
Le Phare Everell Inc. 40
Northern Holdings Limited 39
Palais Olympique Inc. 39
Sun Rise Motel Cabins Limited — Sun
Rise Motel Cabins Limitée 40

COMPAGNIES DISSOUTES:

Association Franco-Marocaine de Pro-
duits Alimentaires (Canada) Ltée —
French and Moroccan Food Corpo-
ration (Canada) Ltd. 49
Beauverny Gold Mines Limited 41
La Compagnie d'Immeubles du Club
Automobile de Québec 41
LeChasseur Inc. 41
Maple Leaf Enterprises Company Li-
mited 42
National Nickel Corporation Ltd. 42
Pentagon Investment Corporation 42
Suburban Enterprises Inc. 43
Suzan Pop Corn Inc. 43
Valois Youth Recreational Association 43

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Beauharnois, cité 44
Bromptonville, ville 43
Dorval, cité 44
Griggs, Joseph Maurice Antoine 45
La Corporation de Gaz Saguenay Lac-
St-Jean Enr. 45
Québec, cité 46
Repentigny, ville 45
St-Bruno de Montarville, ville 44
St-Charles-de-Lachenaie, paroisse 45

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

St-Pamphile 47

Index of the Quebec Official Gazette, No. 1

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Cayen vs Meloche 37

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Employés de Canadian
Celanese Limited de Drummondville
Incorporée (Ended) 37
L'Association des Éducateurs de Pont-
Viau (Formation) 39
L'Association des Instituteurs et Insti-
tutrices Laïques de la région de Ta-
doussac (Name changed) 38
The Religious of the Sacred Heart o
Mary — Marymount College —
Quebec — Les Religieuses du Sacré-
Cœur de Marie — Collège Mary-
mount — Québec (By-Law) 38
L'Organisation des Terrains de Jeux de
St-Raymond (Directors) 39
Strategic Metal Ltd (Directors) 37
Town of Richmond (Dam) 38

CHARTERS — SURRENDER OF:

Berma Wholesale Ltd 39
Franor Enterprises Corporation 40
Georges Barrot Assurances Limitée 40
Le Phare Everell Inc. 40
Northern Holdings Limited 39
Palais Olympique Inc. 39
Sun Rise Motel Cabins Limited — Sun
Rise Motel Cabins Limitée 40

COMPANIES DISSOLVED:

French and Moroccan Food Corpo-
ration (Canada) Ltd. — Association
Franco-Marocaine de Produits Ali-
mentaires (Canada) Ltée 40
Beauverny Gold Mines Limited 41
La Compagnie d'Immeubles du Club
Automobile de Québec 41
LeChasseur Inc. 41
Maple Leaf Enterprises Company Li-
mited 42
National Nickel Corporation Ltd. 42
Pentagon Investment Corporation 42
Suburban Enterprises Inc. 43
Suzan Pop Corn Inc. 43
Valois Youth Recreational Association 43

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Beauharnois, city 44
Bromptonville, town 43
Dorval, city 44
Griggs, Joseph Maurice Antoine 45
La Corporation de Gaz Saguenay Lac-
St-Jean Enr. 45
Quebec, city 46
Repentigny, town 45
St-Bruno de Montarville, town 44
St-Charles-de-Lachenaie, parish 45

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

St-Pamphile 47

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Bedford, cath.	47
Ferland.	48
St-Clet N° 1.	48

MINES:

Revocation des droits de mine.	48
-------------------------------------	----

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Lachine, paroisse.	48
St-Luc, paroisse.	49
Thetford, canton.	49

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Employés de garage, district électoral de Drummond (Modification).	49
--	----

VOIRIE:

Entretien de certaines routes discon- tinué.	51
--	----

LETTRES PATENTES:

A. C. Construction Inc.	2
Aéro-Club de Drummondville Inc.	3
Allard et Frères Inc.	3
Ameublement Watson Ltée.	3
Andavles Corp.	4
Ben Excavation Ltée.	4
Brome Land & Housing Corp.	4
Burak Enterprises Corp.	5
Chambly Gas Bar Inc.	5
Chemcell Properties Limited.	5
Collège Notre-Dame des Servites.	6
Collège Regina Assumpta.	6
Corona Realty Ltd.	6
Dandy Maid Inc.	7
Daphne Corp.	7
Davara Corp.	7
Delman Investment Corp.	8
Desnoyers Construction Ltée.	8
Dolon Corp.	8
Durelit Corporation.	9
Duvernay Realty Corp.	9
Duvernoil Incorporé — Duvernoil Incor- porated.	9
Encans d'Animaux de Québec Inc.	10
Foundation Testing Inc.	10
Foyer Anizan Inc.	10
Geekaydee Corp.	11
Greenfield Park Residents Association Inc. — Association des Résidents de Greenfield Park Inc.	11
Hardy Industries Ltd.	11
Henri Roy & Frère Inc.	12
Hochelaga Natural Gas Appliances Co. Ltd. — La Compagnie d'Appareils à Gas Naturel Hochelaga Ltée.	11
Hôpital Gauvin Inc.	12
Huntingdon Industries Limited.	13
Impala Construction Ltée.	13
Institut de Recherches en Orthopédie — Orthopedic Research Institute.	13
Institut Néron Inc. — Néron Institute Inc.	14
International Acceptance Corporation.	14
Isle St. Jean Holding Co.	14
J. A. Gagnon Inc.	15

EDUCATION:

School Municipality of:

Bedford, cath.	47
Ferland.	48
St-Clet No 1.	48

MINES:

Revocation of mining rights.	48
-----------------------------------	----

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Lachine, parish.	48
St-Luc, parish.	49
Thetford, township.	49

LABOUR:

Industry or Trades of:

Garage employees, electoral district of Drummond (Amendment).	49
---	----

ROADS:

Maintenance of certain roads discon- tinued.	51
--	----

LETTERS PATENT:

A. C. Construction Inc.	2
Aéro-Club de Drummondville Inc.	3
Allard et Frères Inc.	3
Ameublement Watson Ltée.	3
Andavles Corp.	4
Ben Excavation Ltée.	4
Brome Land & Housing Corp.	4
Burak Enterprises Corp.	5
Chambly Gas Bar Inc.	5
Chemcell Properties Limited.	5
Collège Notre-Dame des Servites.	6
Collège Regina Assumpta.	6
Corona Realty Ltd.	6
Dandy Maid Inc.	7
Daphne Corp.	7
Davara Corp.	7
Delman Investment Corp.	8
Desnoyers Construction Ltée.	8
Dolon Corp.	8
Durelit Corporation.	9
Duvernay Realty Corp.	9
Duvernoil Incorporated — Duvernoil Incorporé.	9
Encans d'Animaux de Québec Inc.	10
Foundation Testing Inc.	10
Foyer Anizan Inc.	10
Geekaydee Corp.	11
Greenfield Park Residents Association Inc. — Association des Résidents de Greenfield Park Inc.	11
Hardy Industries Ltd.	11
Henri Roy & Frère Inc.	12
Hochelaga Natural Gas Appliances Co. Ltd. — La Compagnie d'Appareils à Gas Naturel Hochelaga Ltée.	12
Hôpital Gauvin Inc.	12
Huntingdon Industries Limited.	13
Impala Construction Ltée.	13
Orthopedic Research Institute — Insti- tut de Recherches en Orthopédie.	13
Néron Institute Inc. — Institut Néron Inc.	14
International Acceptance Corporation.	14
Isle St. Jean Holding Co.	14
J. A. Gagnon Inc.	15

Jean-Paul Ruel Inc.	15	Jean-Paul Ruel Inc.	15
Jean Turcotte Inc.	15	Jean Turcotte Inc.	15
Joy Investment Realty Limited	16	Joy Investment Realty Limited	16
J. P. Entreprises Inc.	16	J. P. Entreprises Inc.	16
J. René Laurin Inc.	16	J. René Laurin Inc.	16
J. R. Lumber Co. Ltd.	17	J. R. Lumber Co. Ltd.	17
King Street Shopping Centre Ltd.	17	King Street Shopping Centre Ltd.	17
Laboratoire Vimy Inc.	17	Laboratoire Vimy Inc.	17
La Fédération des Oeuvres de Loisirs du Diocèse de Québec	18	La Fédération des Oeuvres de Loisirs du Diocèse de Québec	18
Lafleur & Laflamme Limitée	18	Lafleur & Laflamme Limitée	18
La Ligue des Citoyens de St-Georges de Champlain	18	La Ligue des Citoyens de St-Georges de Champlain	18
L'Association des Pêcheurs et Chasseurs de la Métiis, Inc.	19	L'Association des Pêcheurs et Chasseurs de la Métiis, Inc.	19
L'Avancement Industriel au Saguenay Inc.	19	L'Avancement Industriel au Saguenay Inc.	19
Les Entreprises Valiquette Inc.	19	Les Entreprises Valiquette Inc.	19
Les Immeubles Beau-Lieu Ltée.	20	Les Immeubles Beau-Lieu Ltée.	20
Les Quotidiens de la Langue Française Inc.	20	Les Quotidiens de la Langue Française Inc.	20
Les Religieuses du Sacré-Cœur de Marie — College Marymount — Québec — The Religious of the Sacred Heart of Mary — Mayr- mouth College — Québec.	33	The Religious of the Sacred Heart of Mary — Marymount College — Québec — Les Religieuses du Sacré- Cœur de Marie — Collège Mary- mouth — Québec.	33
Lita Garment Inc.	20	Lita Garment Inc.	20
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Syl- vestre	21	L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Syl- vestre	21
Louis Landsman Inc.	21	Louis Landsman Inc.	21
L. P. Beaulieu Inc.	21	L. P. Beaulieu Inc.	21
Lucien Daoust Limitée	22	Lucien Daoust Limitée	22
Major Acceptance Corp. Ltd.	22	Major Acceptance Corp. Ltd.	22
Marcel Tremblay Limitée.	23	Marcel Tremblay Limitée.	23
Marissa Industrial Sites Corp.	23	Marissa Industrial Sites Corp.	23
Massdale Realities Inc.	23	Massdale Realities Inc.	23
McMaster Development Corp.	24	McMaster Development Corp.	24
Nettoyeurs Dorion Cleaners Inc.	24	Nettoyeurs Dorion Cleaners Inc.	24
Norby Development Corp.	24	Norby Development Corp.	24
Norman Thompson Inc.	24	Norman Thompson Inc.	24
Northern Canadian Bottlers Inc.	25	Northern Canadian Bottlers Inc.	25
O'Brien Varieties Limited.	25	O'Brien Varieties Limited.	25
Omer Gallienne Limitée	25	Omer Gallienne Limitée	25
Oxford Land Corporation.	26	Oxford Land Corporation.	26
Professional Realty Construction Co. Ltd.	26	Professional Realty Construction Co. Ltd.	26
Ranch Construction Inc.	26	Ranch Construction Inc.	26
Raymond Alain Inc.	27	Raymond Alain Inc.	27
R. Dallaire Inc.	27	R. Dallaire Inc.	27
R. D. Miljous Inc.	27	R. D. Miljous Inc.	27
Reid & Forté Fourrures Ltée.	28	Reid & Forté Fourrures Ltée.	28
Renée Claude Inc.	28	Renée Claude Inc.	28
Restaurant Chez Victor Inc.	28	Restaurant Chez Victor Inc.	28
Restaurant Devon Inc.	29	Restaurant Devon Inc.	29
Roger Marcotte Ltée.	29	Roger Marcotte Ltée.	29
Ross Plumbing & Heating Inc.	29	Ross Plumbing & Heating Inc.	29
St-Nicolas Yacht Club.	30	St-Nicolas Yacht Club.	30
Sanitary Snack Bar Inc.	30	Sanitary Snack Bar Inc.	30
Savage Industries Ltd.	30	Savage Industries Ltd.	30
Schefferville Local Investment Ltd.	31	Schefferville Local Investment Ltd.	31
Seaway Hotels (Quebec), Limited.	31	Seaway Hotels (Quebec), Limited.	31
Taché Construction Limitée.	31	Taché Construction Limitée.	31
Théberge Gas Appliance Ltd.	32	Théberge Gas Appliance Ltd.	32
Traygon Realities Inc.	32	Traygon Realities Inc.	32
Ville Marie Upholstering Co. Ltd.	32	Ville Marie Upholstering Co. Ltd.	32
2800 Bois Franc Inc.	32	2800 Bois Franc Inc.	32

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Bonel Limitée — Bonel Limited	33
De Gaspé Avenue Investments Inc.	33
Development Plateau St. Janvier Inc.	33
H. E. Bastien Inc.	34
Hidalgo Development Inc.	34
Lacombe & Robidoux Ltée — Lacombe & Robidoux Ltd.	34
Leboff Brothers Incorporated.	34
Massberyl Lithium Company Ltd.	35

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Bonel Limited — Bonel Limitée	33
De Gaspé Avenue Investments Inc.	33
Development Plateau St. Janvier Inc.	33
H. E. Bastien Inc.	34
Hidalgo Development Inc.	34
Lacombe & Robidoux Ltd. — Lacombe & Robidoux Ltée.	34
Leboff Brothers Incorporated.	34
Massberyl Lithium Company Ltd.	35

New Calumet Mines Limited.....	35
The United Services Club, Incorporated.....	35
Trois-Rivières Paper Box Ltd.....	35
Valor Lithium Mines Limited.....	36
Wide Electric Distributors Ltd.....	36

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

L'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal.....	52
L'Assurance-Vie Desjardins — Desjardins Mutual Life Assurance Company.....	51
L'Union St-Joseph à St-Roch de Québec.....	52

SIÈGES SOCIAUX:

A. A. L. Metal, Inc.....	54
Chemcell Properties Limited.....	54
Coulombe & Fils Inc.....	53
Donald Holdings Ltd.....	54
Hastings Mining and Development Co. Ltd.....	53
Hogar Co. Ltd.....	53
Lacolle Construction Inc.....	54
Les Immeubles St-Zotique Inc.....	54
Opta Inc.....	55
Queno Road Construction Ltd.....	53
Sunrise Industries Quebec Limited.....	55

SOUMISSIONS:

Arvida, syndics d'écoles protestante...	55
Farnham-Ouest, paroisse, comm. scolaire	57
Loretteville, comm. scolaire.....	58

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Villeneuve, Fernand.....	59
--------------------------	----

VENTES POUR TAXES:

Lafèche, cité.....	61
Val D'Or, ville.....	60

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEAUCÉ:

Bédard vs Fortin.....	63
-----------------------	----

BEAUHARNOIS:

Dandurand vs Schink <i>et al.</i>	63
---	----

HULL:

Bouladier <i>et al</i> vs Roussel.....	64
McGlashan <i>et al</i> vs Lalonde.....	64
St-Pierre vs Pelletier.....	65

ROUYN-NORANDA:

Brazeau vs Falardeau.....	65
Ozegowski <i>et al</i> vs Krancevic.....	65

SAINT-FRANÇOIS:

Sévigny <i>et al</i> vs Jacques.....	65
--------------------------------------	----

TROIS-RIVIÈRES:

Pellerin vs Morissette-Côté.....	66
----------------------------------	----

New Calumet Mines Limited.....	35
The United Services Club, Incorporated.....	35
Trois-Rivières Paper Box Ltd.....	35
Valor Lithium Mines Limited.....	36
Wide Electric Distributors Ltd.....	36

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

L'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal.....	52
Desjardins Mutual Life Assurance Company — L'Assurance-Vie Desjardins.....	51
L'Union St-Joseph à St-Roch de Québec.....	52

HEAD OFFICES:

A. A. L. Metal, Inc.....	54
Chemcell Properties Limited.....	54
Coulombe & Fils Inc.....	53
Donald Holdings Ltd.....	54
Hastings Mining and Development Co. Ltd.....	53
Hogar Co. Ltd.....	53
Lacolle Construction Inc.....	54
Les Immeubles St-Zotique Inc.....	54
Opta Inc.....	55
Queno Road Construction Ltd.....	53
Sunrise Industries Quebec Limited.....	55

TENDERS:

Arvida, Protestant school trustees.....	55
Farnham-Ouest, parish, school comm..	57
Loretteville, school comm.....	58

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Villeneuve, Fernand.....	59
--------------------------	----

SALES FOR TAXES:

Lafèche, city.....	61
Val D'Or, town.....	60

SHERIFFS' SALES:

BEAUCÉ:

Bédard vs Fortin.....	63
-----------------------	----

BEAUHARNOIS:

Dandurand vs Schink <i>et al.</i>	63
---	----

HULL:

Bouladier <i>et al</i> vs Roussel.....	64
McGlashan <i>et al</i> vs Lalonde.....	64
St-Pierre vs Pelletier.....	65

ROUYN-NORANDA:

Brazeau vs Falardeau.....	65
Ozegowski <i>et al</i> vs Krancevic.....	65

SAINT FRANCIS:

Sévigny <i>et al</i> vs Jacques.....	65
--------------------------------------	----

TROIS-RIVIÈRES:

Pellerin vs Morissette-Côté.....	66
----------------------------------	----